

**RAPPORT
CIRCONSTANCIÉ ET
MÉMOIRE DE TRAVAIL
2013**



SURINTENDANCE DE L'ADMINISTRATION FISCALE -SAT-
GUATEMALA, FÉVRIER DE 2014

TABLE DES MATIÈRES

- Présentation
- Directoire de la SAT
- Hauts Fonctionnaires
- Structure organisationnelle de la SAT
- Mission, Vision et Piliers Stratégiques de la SAT

I. RÉSULTATS QUANTITATIFS 2013.....	1
A. RECOUVREMENT FISCAL	1
B. CONTRIBUABLES EFFECTIFS	8
II. RESULTATS ET PROGRÈS DANS LA GESTION.....	9
A. FACILITER ET PROMOUVOIR L'ACCOMPLISSEMENT VOLONTAIRE DES OBLIGATIONS FISCALES ..	9
B. . RÉDUCTION DU NON RESPECT DES OBLIGATIONS FISCALES.....	23
C. MODERNISATION DU SYSTEME DOUANIER.....	26
D. ADMINISTRATION EFFICACE ET TRANSPARENTE.....	30
III. REDDITION DE COMPTES	36
A. RECETTES DÉGAGÉES	36
B. DÉPENSES ENCOURUES.....	37
C. COMPARAISON DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE.....	39
D. COÛT DE L'ADMINISTRATION FISCALE.....	39
E. ACHATS À TRAVERS LE SYSTÈME "GUATECOMPRAS"	40

ÍNDICE DES GRAPHIQUES

Graphique I.1	
Recettes fiscales 2013, en termes nets	1
Graphique I.2	
Composition des recettes fiscales 2013 en termes nets.....	3
Graphique I.3	
Evolution de la charge fiscale - Années 1999 - 2013	3
Graphique I.4	
Recettes fiscales par source d'origine pour l'année 2013	4
Graphique I.5	
Recettes fiscales du commerce extérieur, classées par douane - Année 2013	5
Graphique I.6	
Variation cumulée des importations en 2013 par rapport à celles enregistrées en 2012.....	6
Graphique I.7	
Contribuables effectifs/ (base fiscale) - Années 2010 – 2013.....	8
Graphique II.1	
Recouvrement fiscal et déclarations présentées par voie électronique – Années 2002-2013.....	9
Graphique II.2	
Emetteurs de factures électroniques - Années 2008-2013	15
Graphique III.1	
Comparaison de l'exécution budgétaire de dépenses	39

INDEX DES TABLEAUX

Tableau I.1	
Comparaison du recouvrement fiscal effectué et programmé en 2013 avec celui de 2012.	7
Tableau II.1	
Réduction des formalités pour cessation d'activités	13
Tableau II.2	
Consultations électroniques assistées – Années 2009-2013	15
Tableau II.3	
Programmes de vérification fiscale exécutés 2012-2013	25
Tableau III.1	
Recettes dégagées par la SAT au cours de l'année 2013	36
Tableau III.2	
Exécution par type de dépense 2013	37
Tableau III.3	
Exécution budgétaire par groupe de dépense 2013	38
Tableau III.4	
Exécution budgétaire par unité d'exécution	38
Tableau III.5	
Indicateurs financiers fiscaux - Années 2011-2013	40
Tableau III.6	
Acquisitions supérieures à Q.100.000,00	40

PRÉSENTATION

Au cours de l'exercice fiscal 2013, les résultats et les progrès obtenus dans sa gestion par la Surintendance de l'Administration Fiscale ont permis un recouvrement net supérieur de 8,17% au recouvrement enregistré en 2012.

En ce qui concerne la facilitation des formalités que doivent réaliser les contribuables, de nouvelles options de service ont été mises en œuvre pour promouvoir l'observation volontaire des obligations fiscales et douanières, ce que met en évidence le nombre de déclarations présentées par voie électronique, passées de 40,4% en 2012 à 84,1 en 2013 ; c'est ce qu'a reconnu la Banque Mondiale dans le projet « Doing Business », où le Guatemala est passé de la 129e à la 85e place à niveau mondial, et cela en raison de l'amélioration de l'indice de facilitation du paiement des impôts.

Sur le thème des actions visant à réduire le non-respect des obligations fiscales, de vastes programmes de contrôle sélectif ont été réalisés, ainsi que des programmes de gestion des contribuables qui enregistrent omissions, retards de paiements et inconsistances, de contrôle d'entités exemptées, de visites fiscales, de vérification fiscale, et de récupération de créances fiscales à travers des procédures judiciaires ou pénales. Ces programmes ont permis de récupérer de manière directe plus de Q.1.000 millions et d'augmenter la perception de risque des contribuables.

Les efforts visant à moderniser le système fiscal ont inclus l'amélioration des contrôles, tels que la mise en œuvre du compte courant des conteneurs à la douane de Puerto Barrios, l'amélioration du processus de vérification a posteriori, la simplification des étapes de dédouanement ainsi que le paiement du plomb de douane par le système « Declaraguata », le formulaire électronique de correction du manifeste de cargaison, la formalité d'admission temporaire de l'équipement de cargaison par voie électronique et l'accréditation de deux opérateurs économiques agréés - première accréditation dans leur catégorie au niveau de l'Amérique Latine.

Quant aux mesures visant à améliorer l'efficacité et la transparence de la gestion de l'institution, il est important de souligner la réingénierie des processus de recrutement et de sélection qui a permis la réduction du temps de recrutement du personnel et la mise en œuvre de tests de transparence et de fiabilité, l'attention portée aux plaintes pour activités irrégulières et actes illicites commis par le personnel de l'institution, ainsi que le développement d'un chapitre lié à la responsabilité.

Dans ce rapport sont décrits en détail les résultats des recouvrements fiscaux ainsi que les efforts réalisés dans les axes du Plan Stratégique Institutionnel visant à faciliter et à promouvoir l'observation volontaire des obligations fiscales, à réduire le non-respect des obligations fiscales, à moderniser le système douanier et à gérer l'institution de manière efficace et transparente.

Les progrès obtenus au cours de l'année 2013 sont le reflet du travail conjoint entre fonctionnaires et employés, cherchant à renforcer l'exécution efficace et transparente de la « SAT », sans perdre de vue que nous devons continuer à centrer notre travail et nos efforts sur la facilitation et le contrôle du paiement des impôts pour que l'administration fiscale perçoive les impôts de manière effective tout en encourageant la compétitivité et le développement du pays.

DIRECTOIRE DE LA SAT

Président

Licda. María Concepción Castro Mazariegos

Président Suppléant

Lic. Dorval José Carías Samayoa

Secrétaire

Lic. Carlos Enrique Muñoz Roldán

Secrétaire Suppléant

Lic. Álvaro Omar Franco Chacón

Directeurs Titulaires

Dr. Rodrigo Montúfar Rodríguez
Lic. Jorge Borstcheff Boyarinoff
Lic. Henry Osmín Almengor Velásquez
Lic. Mario Leonel Velasco López

Directeurs Suppléants

Dra. Gladys Adelia Gil Barrios de Hernández
Licda. Adriana Estévez Clavería
Lic. Edgar Alfredo Pape Yalibat

HAUTS FONCTIONNAIRES

Surintendant

Lic. Carlos Enrique Muñoz Roldán

Intendentes

Douanes

Lic. Filadelfo Reyes Cáceres
Licda. Claudia Azucena Méndez Asencio

Affaires Juridiques

Lic. Oscar Rolando Montenegro Molina
Lic. Ángel Estuardo Menéndez Ochoa

Vérification fiscale

Lic. Salvador Giovanni Garrido Valdez
Lic. Ariel de Jesús Guerra Castillo

Recouvrement et Gestion

Lic. Abelardo Medina Bermejo
Lic. Álvaro Omar Franco Chacón

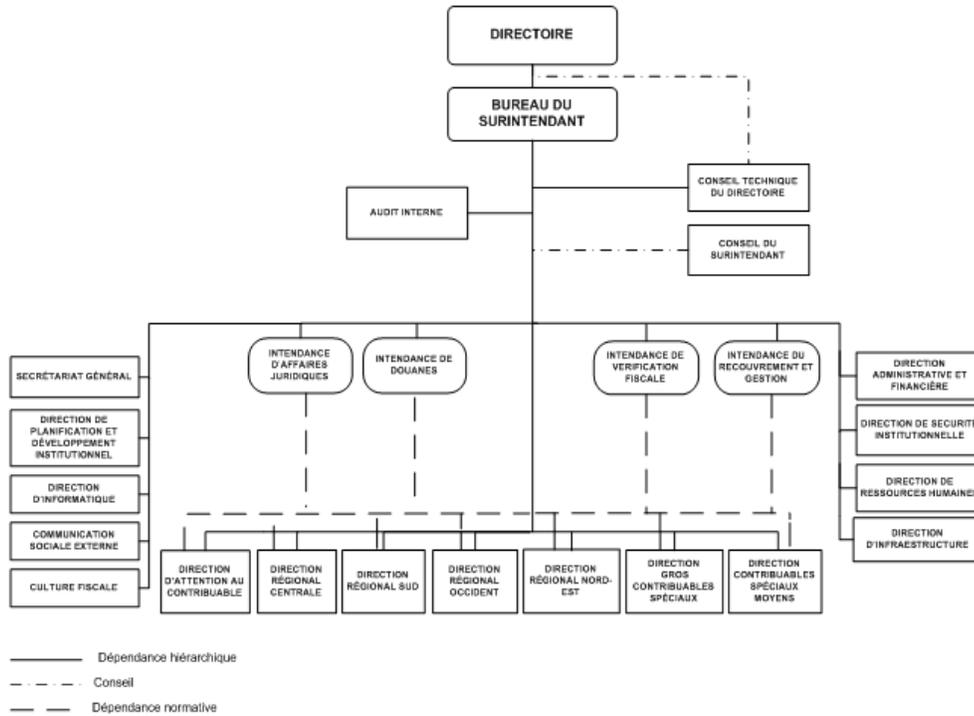
Directeurs

Administratif et Financier	Licda. Angie Rosa Arévalo Alvizurez Licda. Roxanda Edith Orellana Valdez
Conseil Technique du Directoire	Licda. Xiomara Lorena Morales Gordillo
Attention au Contribuable	Lic. Oscar Humberto Funes Alvarado
Audit Interne	Lic. Jorge Orlando García Chacón Licda. Celia Ruth Lemus Quevedo
Gros Contribuables Spéciaux	Lic. César Alfredo Laroj Estrada
Contribuables Spéciaux Moyens	Lic. Elder Hermelindo Fuentes García
Informatique	Ing. Héctor Vinicio Velásquez Bautista Ing. Sergio Roberto Barillas Ramírez
Infrastructure	Arq. José Alejandro Del Cid Arq. Julio César Aguilar Orellana
Planification et Développement Institutionnel	Lic. Manfredo Octavio Chocano Alvarado Lic. Mario Rodolfo Riveiro Franco
Ressources Humaines	Licda. Ana Cristina Folgar Lemus Lic. Carlos Manuel Pinzón Ramos
Régional Central	Lic. Pedro Eriberto Velásquez Del Cid Lic. Fredy Alexander Galdámez Calderón
Régional Nord-est	Lic. Rudy Ariel Pernilla Collado
Régional Ouest	Lic. Jorge Roberto Vielman Deyet
Régional Sud	Lic. Pedro Eriberto Velásquez Del Cid
Secrétariat Général	Licda. Ana Luisa Del Rosario Noguera Lic. Alfonso Romeo Castillo Castro
Sécurité Institutionnelle	Lic. Carlos Federico Peña Ortiz Lic. Luis Alberto Medina Recinos Lic. César Augusto Hernández Hernández

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE LA SAT SURINTENDANCE DE L'ADMINISTRATION FISCALE



STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE LA SURINTENDANCE DE L'ADMINISTRATION FISCALE



MISSION

« Nous recouvrons avec effectivité pour l'État, en promouvant la compétitivité et le développement »

VISION

« Être reconnue comme la meilleure administration fiscale de la Région de l'Amérique Centrale et des Caraïbes »

Piliers stratégiques de la « SAT »

Afin de se conformer à la vision et la mission de la SAT, dans le cadre du Plan Stratégique Institutionnel 2013-2015., ont été définis les piliers stratégiques qui guident la structure du présent document :

- ✓ Faciliter et promouvoir l'application volontaire des obligations fiscales
- ✓ Réduire la non-exécution fiscale
- ✓ Moderniser le système douanier
- ✓ Administration efficace et transparente



RÉSULTATS QUANTITATIFS 2013

I. RÉSULTATS QUANTITATIFS 2013

A. RECOUVREMENT FISCAL

A.1. Résultats généraux.

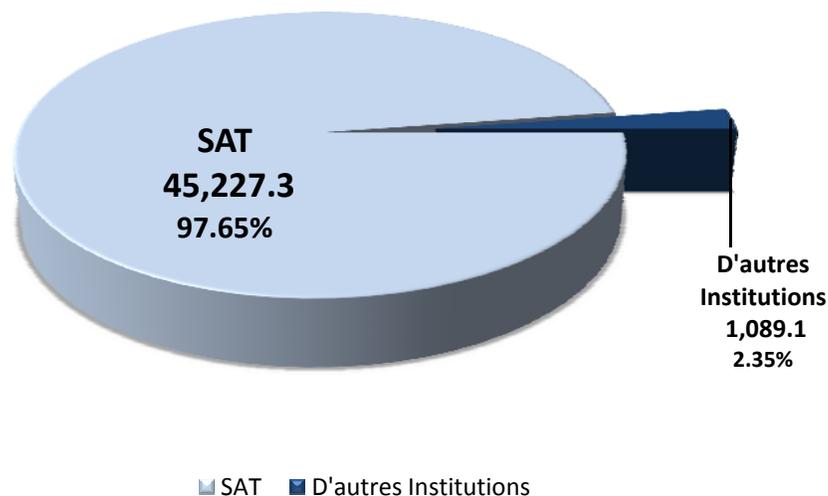
En 2013, les recettes fiscales du gouvernement Central se sont élevées à **Q 46.316,4** millions en termes nets, montant qui a représenté une augmentation de **8,17 %** du recouvrement par rapport aux recettes réalisées en 2012 (**Q 42.819,8** millions).

Compte tenu du recouvrement par Entité, la perception des impôts par la Surintendance d'Administration Fiscale a atteint **Q 45.227,3** millions en termes nets, montant qui a représenté **97,65%** du total perçu au cours de l'année ; alors que la recette enregistrée par d'autres institutions s'est élevée à **Q 1.089,1** millions (**2,35 %** du total perçu). Voir Graphique I.1.

Graphique I.1

Recettes fiscales 21013, en termes nets

En Millions de Quetzales



SOURCE : Elaboration propre basée sur les chiffres de l'Intendance du Recouvrement et de la Gestion, SAT.

A.2. Evolution du recouvrement fiscal 2012 - 2013

Malgré une croissance inférieure aux attentes pour le commerce extérieur, dont l'effet s'est fait sentir sur les taxes à l'importation; les mesures administratives et les effets du vote des réformes fiscales prévues par les décrets 04-2012 et 10-2012 du Congrès de la République ont contribué à ce que le recouvrement fiscal total de 2013 atteigne une croissance de **8,17 %**, supérieure aux résultats obtenus en 2012.

Dans ce contexte, la contribution de l'Impôt sur la Valeur Ajoutée (IVA), de l'impôt sur le Revenu (ISR) et de l'Impôt de Solidarité a atteint **81.86 % (Q.37.915,2 millions)** sur le total du recouvrement fiscal réalisé.

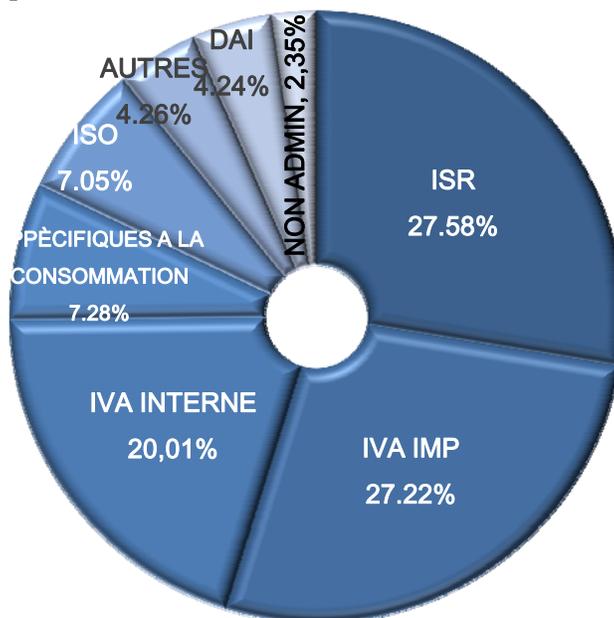
- L'Impôt sur la Valeur ajoutée a été le poste qui a enregistré le plus grand recouvrement, **Q 21.873,9** millions en termes nets représentant **47,23 %** du total, dont **Q 12.607,5** millions correspondaient à l'« IVA » sur les importations et **Q.9.266,4** millions à l'IVA pour la liquidation et les ventes sur le marché local.
- L'Impôt sur le Revenu a enregistré un recouvrement fiscal de **Q 12.775,4** millions, augmentant son importance pour atteindre **27,58 %** du total net, situation associée à l'augmentation significative de la captation de cette taxe en 2013, pour atteindre une valeur historique de **20,58 %** de variation par rapport à l'année précédente.
- L'Impôt de Solidarité a permis d'obtenir un recouvrement fiscal de **Q.3.266,0** millions, montant qui a représenté **7,05%** du total et une variation de **14,62%** par rapport à celui réalisé l'année précédente.

Les droits tarifaires de douane sur les importations ont enregistré une contraction de leur importance relative par rapport à l'année précédente, clôturant 2013 avec un recouvrement fiscal de **Q 1.965** millions, représentant **4,24 %** du total perçu. La réduction en importance de cette recette fiscale s'explique essentiellement par le remplacement des droits tarifaires de douane sur l'importation de véhicules automobiles par l'incorporation de l'Impôt sur la Première immatriculation aux taxes internes, impôt entré en vigueur dès les premiers jours du second semestre 2012 et qui a complété les douze premiers mois de sa mise en œuvre au cours du premier semestre 2013, ce pourquoi un recouvrement fiscal de **Q 694,1** millions a été enregistré au cours de l'année.

Par ailleurs, les impôts spécifiques ont enregistré **Q 3.372,2** millions, ce qui a représenté **7,28%** du total perçu durant l'année et une croissance de **9,76 %** par rapport à l'année précédente. Voir graphique I.2

Graphique I.2

Composition des recettes fiscales 2013 en termes nets

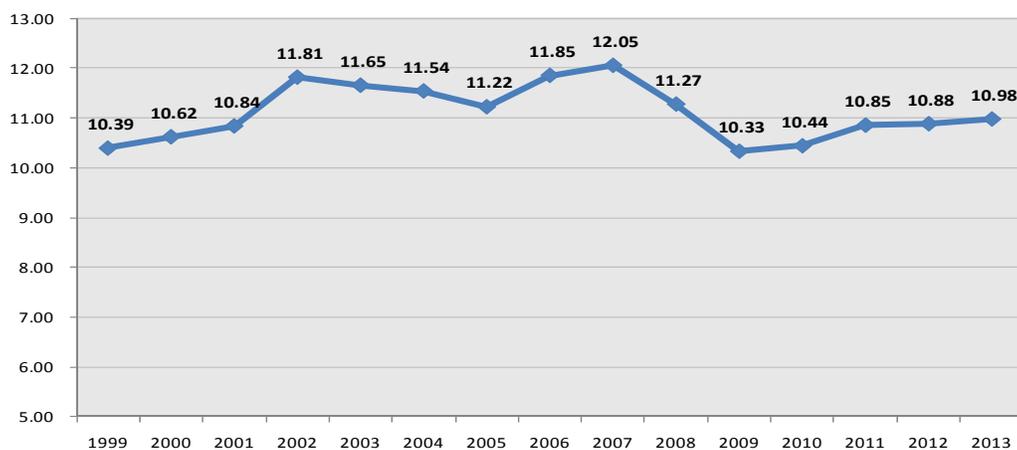


SOURCE : Elaboration interne basée sur les chiffres de l'Intendance du Recouvrement et de la Gestion, SAT.

Charge fiscale. Le recouvrement fiscal a représenté, en ce qui concerne le produit intérieur brut, une pression fiscale de **10,98 %**, valeur légèrement supérieure aux **10,88 %** de l'année précédente. Pour l'année 2013 une augmentation significative de la charge fiscale été prévue, mais cette situation n'a pas pu être concrétisée, en raison principalement du ralentissement de la croissance des importations imposables et à l'entrée en vigueur du décret 01-2013 par lequel a été accordée une réduction de l'impôt sur la circulation des véhicules à partir du 25 juin 2013. Voir graphique I.3

Graphique I.3

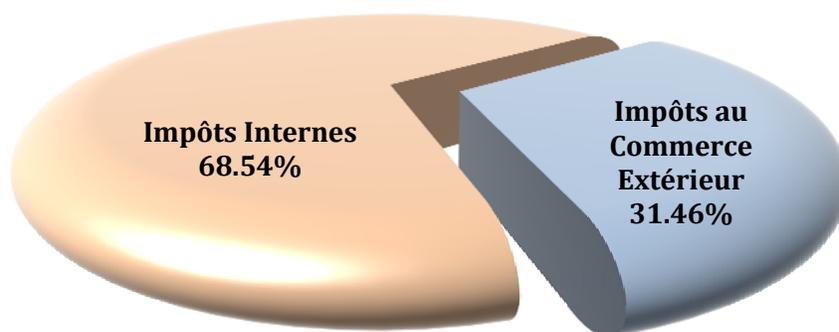
Evolution de la charge fiscale - Années 1999 – 2013



SOURCE : Elaboration interne basée sur les chiffres de l'Intendance du Recouvrement et de la Gestion, SAT. ; Ministère de Finances Publiques et Banque de Guatemala.

Recouvrement par source d'origine des recettes. Si l'on analyse le recouvrement fiscal par source d'origine des recettes, y compris celles qui ne sont pas gérées par la « SAT », les impôts intérieurs qui représentaient 68,54% des recettes fiscales, ont augmenté de 13,61 % par rapport à l'année précédente, avec une quantité perçue de Q 31.743,9 millions en termes nets. Par ailleurs, les impôts liés au commerce extérieur ou à la perception douanière, dont les droits de douane et l'impôt sur la Valeur Ajoutée –IVA- sur les importations, ont représenté **31.46%** de la captation, atteignant un montant de **Q 14.572,5** millions en termes nets. Voir Graphique I.4

Graphique I.4
Recettes fiscales par source d'origine pour l'année 2013



SOURCE : Elaboration propre basée sur les chiffres de l'Intendance du Recouvrement et de la Gestion, SAT. ; Ministère des Finances Publiques.

Recouvrement en douane. En ce qui concerne les détails du recouvrement réalisé par les douanes, et qui est exprimée en termes bruts, il est important de souligner que **90,79%** de la perception effectuée sur les importations imposables se sont concentrés sur six douanes, en particulier les douanes maritimes Puerto Quetzal avec **35,53%**, et Santo Tomas de Castilla avec **16,58%**, qui, ensemble, ont enregistré une perception de Q 8.120,7 millions.

La Douane Centrale et la Douane « Express Aéreo », qui réalisent leurs opérations à l'intérieur du périmètre métropolitain de Guatemala, ont également présenté un recouvrement fiscal de Q 3.988,7 millions, avec une structure de contribution de **12,94%** et de **12,65%**, respectivement.

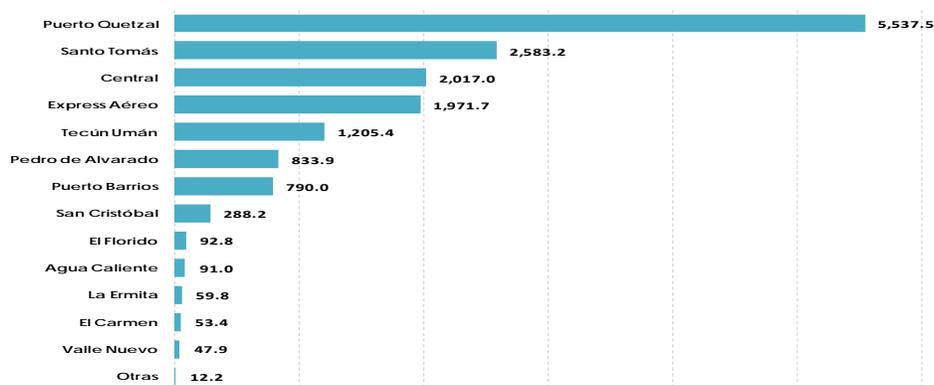
En ce qui concerne les douanes terrestres, ce qui est le plus important pour les flux commerciaux et pour les paiements des impôts se reflète dans deux postes frontaliers, l'un avec le Mexique et l'autre avec El Salvador ; le premier correspond à l'enregistrement de la douane « Tecún Umán », qui a effectué en 2013 une perception d'impôt équivalente à **7,74%** du total, tandis que la douane « Pedro de Alvarado » a enregistré une perception représentant **5,35%** du total des impôts sur le commerce extérieur.

Enfin, les **Q.1.435.3 millions** correspondant au **9,21%** restant de la perception douanière ont été réalisés par les douanes : Puerto Barrios (**5,07%**), San Cristobal (**1,85%**), El Carmen (**0,34%**) et le reste dans d'autres douanes dont le flux commercial et le recouvrement fiscal sont de moindre importance. Graphique I.5

Graphique I.5

Recettes fiscales du commerce extérieur classées par douane - Année 2013

En millions de Quetzals en termes bruts



FUENTE: Elaboration interne basée sur les chiffres de l'Intendance du recouvrement et de la Gestion – SAT.

A.3. Résultats par rapport à l'objectif fixé

À la clôture de l'année 2013, la recette fiscale de l'administration centrale a perçu, en termes nets, **Q.46.316,4** millions. Il est très important de considérer que les attentes de recouvrement fiscal du gouvernement central 2013 étaient de **Q.49.107,0** millions, montant qui tenait compte de la projection des recouvrements fiscaux dont est responsable la Surintendance d'Administration Fiscale (SAT) ainsi que de la projection des recettes sur les Redevances, les Hydrocarbures copartagés et l'Impôt de Sortie du Pays, qui sont administrés par d'autres institutions de l'Etat.

Dans le cas spécifique de la SAT, l'exécution des impôts internes et des impôts sur le commerce extérieur, les deux en termes nets, a été de **95,06 %** et de **91,37 %** respectivement.

Les résultats obtenus ont été influencés principalement par le niveau des importations imposables qui a enregistré une variation de **0,22%** seulement, tandis que la programmation s'est faite dans un scénario où on s'attendait à ce que les importations payant des droits d'importation augmentent de **7,20%**.

Un autre facteur d'importance qui a marqué la différence entre la programmation et le recouvrement enregistré, a été l'effet de la réforme fiscale. Ce qui peut facilement être observé après examen de l'exécution de l'Impôt sur le Revenu, impôt dont l'exécution n'a atteint que **88,60 %**. Ce niveau d'exécution se doit au fait que cette année, une dévolution aussi significative de l'Impôt sur le Revenu payé en excès dans le régime des revenus liés au travail n'avait pas été prévue. Par ailleurs, la programmation contenait de meilleures perspectives quant aux recettes fiscales, et bien que les paiements trimestriels du régime des utilités de l'Impôt sur le Revenu aient fortement progressé au cours de l'année, ils ont été insuffisants pour atteindre la programmation prévue.

En ce qui concerne l'Administration Fiscale, les impôts dont l'exécution a été favorable et qui ont dépassé l'objectif établi sont : l'impôt sur le tabac et ses produits avec **111,68%**, l'impôt sur la Circulation des Véhicules avec **104,29%**, l'impôt de Solidarité avec **102,86%**, les impôts sur la distribution des

boissons **101,37%**, l'impôt sur la distribution du Pétrole Brut et des Combustibles Dérivés du Pétrole qui a atteint **100,61%** et le reste des impôts indirects mineurs administrés par la « SAT » avec une exécution de **100,13%**.

En revanche, les impôts administrés par la « SAT » ayant atteint partiellement ce qui avait été prévu ont été : l'impôt sur le Revenu **88.60 %**, l'Impôt sur la Valeur Ajoutée en ce qui concerne les importations **90,83 %**, l'impôt sur la distribution du Ciment **90,90 %**, l'impôt sur la Première Immatriculation **93,19 %**, les droits tarifaires sur les importations **95,03 %**, l'Impôt sur la Valeur Ajoutée des ventes intérieures **99,23 %** et l'impôt sur les Timbres Fiscaux et le Papier timbré **99,63%**. Voir tableau I. 1

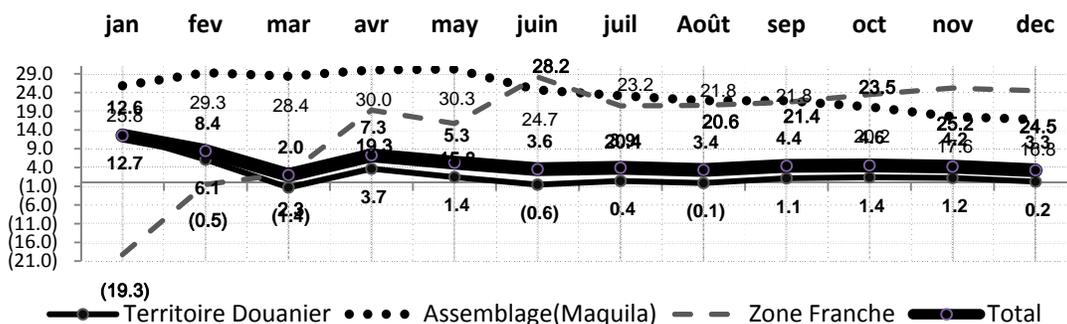
A.4 Principaux facteurs ayant influencé l'exécution du recouvrement fiscal.

L'exécution fiscale 2013 a été influencée par deux éléments principaux : en premier lieu, l'effet partiel de la réforme fiscale, qui s'est manifesté sur l'Impôt sur le Revenu, ainsi que sur les paiements mensuels sur les revenus du travail en relation de dépendance, ainsi que sur les paiements trimestriels pour le compte du régime de bénéficiaires, dans les deux cas, l'attente de recouvrement exprimée dans l'objectif a été très supérieure à la valeur exécutée ; en second lieu, la croissance inférieure aux perspectives en ce qui concerne le rythme des importations taxées : après le premier mois de l'année, une forte compression de la captation des impôts sur le commerce extérieur a été observée, impôts qui n'ont pas satisfait la totalité de la programmation fiscale, car cette programmation avait été élaborée dans la perspective d'un scénario de **7,20 %** d'augmentation des importations, et sans tenir compte du taux de change.

Le seul fait irréfutable a été le comportement neutre du taux de change et, comme le montre le graphique I.6, le comportement des importations affectées par des droits tarifaires n'a pas été celui qui avait été prévu et seules les importations des régimes suspensifs ont présenté une dynamique fortement positive en 2013, mais qui par leur nature de transformation et de retour des marchandises, ne génèrent pas de paiement de droits tarifaires. L'évolution du graphique montre que les enregistrements des importations taxées ont augmenté de **0,22%** seulement, ce qui contraste avec le scénario de **7,20 %** qui a servi de base pour établir l'objectif de ces impôts.

Graphique I.6

Variation cumulée des importations en 2013 par rapport à celles enregistrées en 2012 Pourcentages cumulés



SOURCE : Elaboration interne basée sur les chiffres de l'Intendance du Recouvrement et de la Gestion, SAT.

Tableau I.1
Comparaison du recouvrement fiscal effectué et programmé 2013 avec celui de 2012

DESCRIPTION	Recouvrement réalisé 2013	Recouvrement programmé	Différence Absolue	% exécution	Recouvrement Réalisé 2012	Différence Absolue	% Variation
Total de l'Administration Fiscale SAT	45.227,3	48.193,2	-2.965,9	93,85%	41.534,4	3.692,9	8,89%
COMMERCE EXTÉRIEUR	14.572,5	15.948,1	-1.375,6	91,37%	14.878,2	-305,6	-2,05%
IVA Sur Importations	12.607,5	13.880,3	-1.272,8	90,83%	12.567,3	40,2	0,32%
Droits de douanes	1.965,0	2.067,8	-102,8	95,03%	2.310,9	-345,9	-14,97%
INTERNS	30.654,8	32.245,1	-1.590,3	95,07%	26.656,2	3.998,6	15,00%
Sur le Revenu	12.775,4	14.418,6	-1.643,2	88,60%	10.595,3	2.180,0	20,58%
Impôt de Solidarité	3.266,0	3.175,2	90,7	102,86%	2.849,3	416,7	14,62%
IVA Ventas Internas (Liquidación)	9.266,4	9.338,5	-72,1	99,23%	8.345,7	920,7	11,03%
Sur des Timbres Fiscaux et Papier Scellé	429,6	431,2	-1,6	99,63%	877,3	-447,7	-51,04%
Impôts Spécifiques à la Consommation	3.372,2	3.319,9	52,3	101,58%	3.072,3	299,9	9,76%
Sur la Distribution de Boissons	589,6	581,6	8,0	101,37%	554,3	35,2	6,36%
Sur le Tabac et ses produits	385,2	344,9	40,3	111,68%	312,4	72,8	23,30%
Sur la Distribution de Pétrole et de Combustibles	2.297,5	2.283,5	14,0	100,61%	2.103,2	194,3	9,24%
Sur la Distribution en Ciment	99,9	109,9	-10,0	90,90%	102,4	-2,5	-2,41%
Sur la Circulation de Véhicules	835,8	801,5	34,3	104,29%	573,1	262,7	45,83%
Première Immatriculation (IPRIMA)	694,1	744,9	-50,8	93,19%	330,6	363,6	109,98%
Autres	15,4	15,4	0,0	100,13%	12,6	2,8	21,86%
Autres Institutions	1.089,1	913,8	175,3	119,18%	1.285,5	-196,3	-15,27%

SOURCE : Elaboration interne basée sur les chiffres de l'Intendance du Recouvrement et de la Gestion, SAT.

B. CONTRIBUABLES EFFECTIFS

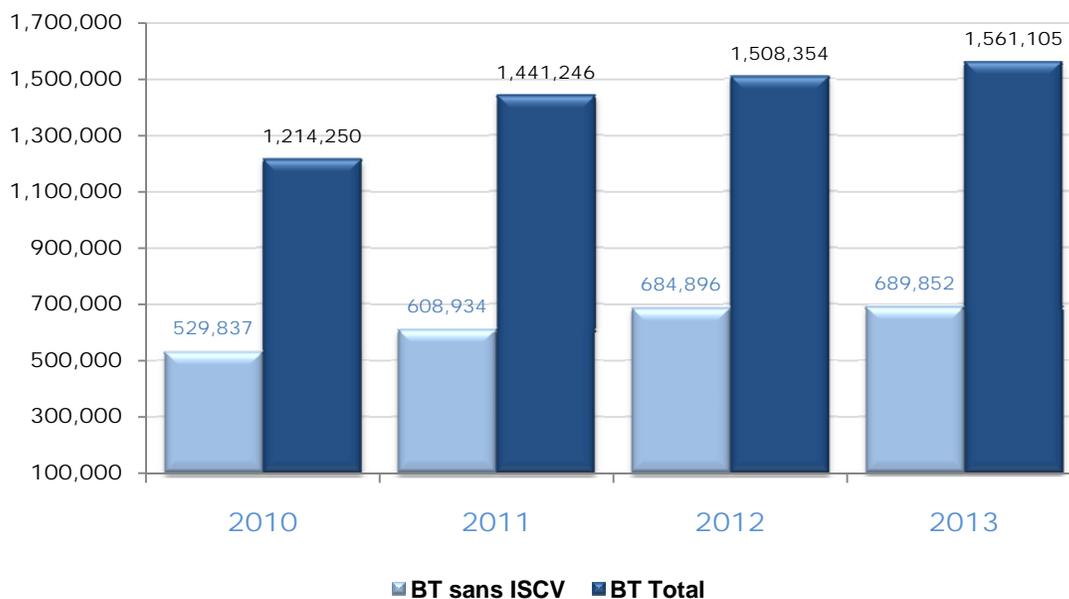
La quantité de contribuables ayant présenté au moins une déclaration pour une certaine valeur dans l'année, s'élevait à **1.561,105** ce qui implique une augmentation de **3,49 %** par rapport au nombre de contribuables effectifs de 2012 (**1.508,354**).

Il est important de souligner que ce chiffre ne rend compte que des contribuables qui ont présenté leurs déclarations pour une certaine valeur pour payer leurs impôts ou pour reporter les impôts retenus sur des tiers contribuables, car le système fiscal guatémaltèque utilise la figure de l'agent de rétention en tant que responsable auprès de l'Administration Fiscale.

Si l'on soustrait les transactions de véhicules pour comptabiliser le nombre de contribuables qui ont présenté au moins une déclaration pour une certaine valeur dans l'année, il a été établi que les contribuables effectifs ont augmenté de **684.896** en 2012 à **689.852** en 2013, avec une variation de **0,72 %**. Voir Graphique I. 7

Graphique I.7

Contribuables effectifs/ (base fiscale) - Années 2010 - 2013



Source: Système bancaire de recouvrement et de la Perception, SAT



RESULTATS ET PROGRÉS EN GESTION

II. RÉSULTATS ET PROGRÈS EN GESTION

A. FACILITER ET PROMOUVOIR L'ACCOMPLISSEMENT VOLONTAIRE DES OBLIGATIONS FISCALES

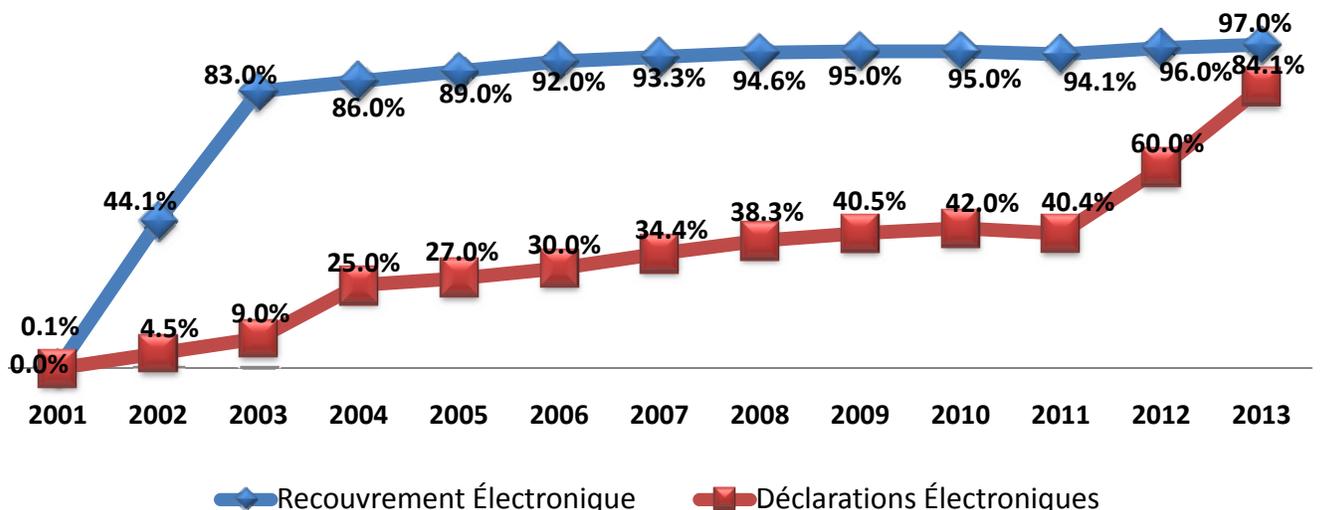
A.1 Système de déclaration électronique "Declaraguate", un outil efficace pour faciliter les services.

Le système dénommé « Declaraguate » constitue un outil informatique par lequel les contribuables et les responsables peuvent remplir leurs déclarations et les formulaires requis par l'Administration Fiscale. Les déclarations et formulaires sont envoyés pour être validés par la « SAT » et ensuite, si la déclaration est de valeur déclarée, le paiement s'effectue à travers les divers moyens disponibles dans le système bancaire.

En raison du succès de l'utilisation du système, l'enregistrement des déclarations présentées auprès de la SAT par voie électronique est passé de **40,40 %** en 2011 à **84,10 %** à la clôture de l'année 2013, situation qui met en évidence la fonctionnalité et la grande acceptation de l'outil. En ce qui concerne les résultats par type d'impôt, au mois de décembre on a obtenu que 100 % des déclarations de l'Impôt sur le Revenu et de l'Impôt sur la Valeur Ajoutée soient présentées par ce moyen, ainsi que 85 % des formulaires de petits contribuables. Graphique II. 1

Graphique II.1

Recouvrement fiscal et déclarations présentées par voie électronique - Années 2002-2013



Source: Système bancaire de recouvrement SAT.



"Guatemala : 1^{er} rang en Amérique Centrale pour les facilités de paiement des impôts".

La Banque Mondiale à travers le projet « Doing Business » évalue les impôts et les apports obligatoires qu'une entreprise moyenne doit payer ou retenir pour un exercice donné, et mesure également la charge administrative que suppose le paiement des impôts. Le projet analyse et compare les réglementations pertinentes concernant le cycle de l'activité dans des petites et moyennes entreprises nationales de 189 économies.

"Guatemala: 1° Puesto en Centro América en Facilidad de Pago de Impuestos"

Destacan los avances que la SAT impulsa en la presentación y pago de impuestos a través de la herramienta **declaraguat.gt**.

PUESTO	REGION
1° PUESTO	CENTROAMÉRICA
3° PUESTO	LATINOAMÉRICA
85° PUESTO	EN EL MUNDO

PUESTOS A NIVEL MUNDIAL

- 38 Chile
- 73 Perú
- 85 Guatemala
- 91 Ecuador
- 104 Colombia
- 118 México
- 125 Paraguay
- 134 Costa Rica
- 144 Honduras
- 146 Uruguay
- 153 Argentina
- 159 Brasil
- 143 Nicaragua
- 145 El Salvador
- 175 Panamá
- 185 Bolivia
- 187 Venezuela

Al dar un **CLIC** en la presente imagen podrá ver el resumen de los datos registrados en el Doing Business.

www.sat.gob.gt **EFICIENCIA Y TRANSPARENCIA**

En partie grâce aux progrès que la « SAT » a encouragés en ce qui concerne la présentation et le paiement des impôts à travers le système « Declaraguat », le Guatemala occupait, dans la plus récente publication des résultats du « Doing Business », le **troisième rang** de l'Amérique Centrale, le **troisième rang** de l'Amérique Latine et le **85^e** à niveau mondial, passant de la **129^e** place en 2012 à la **85^e** place dans la mesure réalisée en 2013.

Reconnaissance de la presse internationale. Dans un article écrit par le journaliste britannique Duncan Tucker, éditeur associé de « Nearshore Amériques », média spécialisé dans l'innovation des entreprises, les nouvelles, les tendances et analyses de l'Amérique Latine et des Caraïbes, propriété de Next Coast Media, dont le siège est à New York, celui-ci a accordé une reconnaissance au Guatemala pour avoir facilité plus que tout autre pays du monde le paiement des impôts. Dans son article, le journaliste souligne qu'*"après avoir fait plus pour faciliter son processus de paiement des taxes que tout autre pays du monde, le Guatemala...est classé comme le dixième pays qui a le plus amélioré sur l'indice de la Banque Mondiale... principalement grâce aux progrès accomplis par le système « Declaraguat ».*

"EN 2013 GUATEMALA HA HECHO MÁS QUE CUALQUIER OTRO PAÍS DEL MUNDO PARA FACILITAR EL PAGO DE IMPUESTOS"

El título de esta nota es parte del artículo escrito por el periodista británico Duncan Tucker, editor asociado de Nearshore Americas, medio periodístico especializado en innovación empresarial, noticias, tendencias y análisis de América Latina y Caribe, propiedad de Next Coast Media, con sede en Nueva York. El artículo dice:

"...Después de haber hecho más para facilitar su proceso de pago de impuestos que cualquier otro país del mundo, Guatemala... se clasificó en el décimo país que más ha mejorado en el índice del Banco Mundial... Esta mejora se inició en enero de 2012, cuando lanzó su nuevo sistema Declaraguat... que permite a los contribuyentes pagar sus impuestos en línea sin necesidad de firmar un formulario ni de estar físicamente en un banco... Como resultado... el tiempo que se necesita para cumplir con las obligaciones fiscales se ha reducido en seis horas..."

Al dar un **CLIC** en la presente imagen podrá ver el artículo en la página web de Nearshore Americas.

www.sat.gob.gt **EFICIENCIA Y TRANSPARENCIA**

Prix à l'innovation. Lors de sa participation au Congrès International de Sciences, Technologie et Innovation 2013, organisé par le Conseil National des Sciences et de la Technologie « (CONCYT) » et le Secrétariat National des Sciences et de la Technologie « (SENACYT) », la SAT a obtenu la première **place** au concours dénommé "**Prix à l'innovation**" dans la catégorie "**Innovation institutionnelle**" pour le système Declaraguat qui s'est révélé un outil d'appui permettant de remplir et de présenter, de manière facile et rapide, différents formulaires fiscaux.



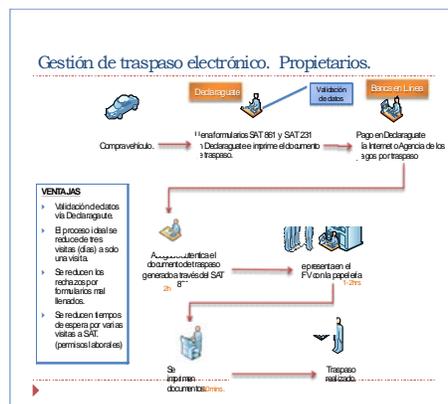
Améliorations du système « Declaraguat ». Pour améliorer les formulaires du système Declaraguat, une option de **détermination des sanctions** a été mise en place, qui permet aux contribuables et aux responsables, de calculer les sanctions encourues ou les intérêts dus pour présentation extratemporelle des déclarations. Par ailleurs, a été mise à disposition des contribuables, par le système « Declaraguat », la présentation de **formulaires de valeur zéro**, ce qui simplifie cette obligation, car il n'est plus nécessaire de se rendre à la banque pour le présenter, mais il suffit de sélectionner l'option "présenter formulaire" et d'entrer l'utilisateur du e-services.

Finalement, le formulaire SAT-2028 a été mis en place dans le système « Declaraguat » grâce auquel le contribuable dispose d'un moyen électronique pour le paiement correspondant aux **recettes privatives** telles que plomb de douanes et certifications.



A.2. Améliorations des gestions auprès du Registre Fiscal des véhicules.

Nouveaux formulaires. électroniques. Des formulaires de gestion de transfert de véhicules SAT-8611 et de paiement de l'IVA pour transfert de véhicules SAT-2311 ont été mis à disposition des contribuables par le système électronique « Declaraguat », permettant de réduire le temps nécessaire pour effectuer les formalités auprès du Registre Fiscal des Véhicules, de réduire les coûts grâce au paiement effectué par des tierces personnes, de réduire le temps d'attente dans les queues et dans les installations de la SAT, et d'offrir une plus grande sécurité lors des transactions.



Nouvelle attestation électronique de paiement de l'impôt sur la Circulation des Véhicules. Dans le but de simplifier le paiement de l'impôt sur la Circulation des Véhicules a été mis en place, dans le système électronique « Declaraguat », le formulaire SAT-4091 pour qu'en 2014 l'émission de l'attestation de paiement de l'impôt se fasse électroniquement, générant l'attestation correspondante qui inclut la période fiscale, le Code du véhicule, et un code QR (code de réponse rapide) par lequel on peut accéder aux caractéristiques ou aux données générales du véhicule. En cas de perte ou de vol de l'attestation, il ne sera plus nécessaire de faire des démarches pour la remplacer, ce qui représente une baisse des coûts,

IMPUESTO SOBRE CIRCULACIÓN DE VEHÍCULOS Calcomanía Electrónica (Web)		Código del Vehículo 1997-473874-5	SAT Guatemala Centro América
Año 2014	Placa TRC888WWW	<ul style="list-style-type: none"> Portar esta calcomanía al circular con el vehículo. Las autoridades competentes podrán solicitarla. No necesita adherirse al vidrio ni a la placa. Verificable en Declaraguat (SAT-4091) y/o Portal SAT (Vehículos Consulta) 	

tant pour la SAT que pour le propriétaire. Comme les années précédentes, l'option de consultation électronique sur le portail Web de la SAT a été mise en œuvre pour vérifier le montant de l'impôt à payer et si le paiement a déjà été effectué et enregistré par la SAT.

Centres d'impression des certificats de propriété. Ces centres ont été mis en place dans les bureaux et les agences fiscales où sont traitées les gestions de véhicules pour appuyer la multifonctionnalité des opérateurs. Disposer d'un seul centre d'impression du certificat de propriété a permis de réduire le temps de l'attention au guichet et de délivrer plus rapidement les certificats de propriété.

Déclaration sur l'Honneur pour l'inactivation et/ou l'activation des véhicules terrestres. En accord avec ce que prévoit l'Accord Gouvernemental 487-2013 "Règlement de la Loi de l'Impôt sur la Circulation des Véhicules", le formulaire SAT-0452 a été mis à disposition des contribuables et des responsables à travers le système de déclaration électronique « Declaraguat », qui permet de réaliser les formalités relatives à l'inactivation et/ou l'activation des véhicules terrestres auprès de l'Administration Fiscale

A.3. Simplification d'autres formalités

Formalités d'inscription des sociétés à travers minegocio.gt. Suite à l'Accord de Coopération Interinstitutionnelle signé entre la Surintendance de l'Administration Fiscale, le Registre du Commerce, l'Institut Guatémaltèque de Sécurité Sociale et le Ministère du Travail, et avec le conseil du Programme National de la Compétitivité -PRONACOM- a été mise en place l'application Web minegocio.gt qui vise à faciliter les gestions et les formalités d'enregistrement des sociétés auprès des entités établies.



Simplification de la gestion de cessation d'activités. En application de la stratégie institutionnelle visant à simplifier les procédures et les gestions, le processus de gestion de cessation d'activités a été révisé, à partir duquel ont été revues et redessinées les activités et exigences qui ont permis de réduire de **15 à 10** jours ouvrables le temps de résolution des demandes et d'une moyenne de **8 à 4** le nombre de conditions requises. Voir tableau II. 1.

Tableau II.1

Réduction des formalités pour cessation d'activités

Personne	Activité Economique	Nombre de demandes (avant)	Nombre de demandes (maintenant)
Personne Individuelle	Activité commerciale	7	4
	Services Techniques	4	3
	Services Professionnels	4	3
Personne Juridique	Activité Commerciale	8	4
	Non Lucrative	6	3
	Fidéicomis	7	5

Source : Intendance du Recouvrement et de la Gestion, et portail de la SAT.

T.



L'attestation électronique de conformité fiscale. Un pas important dans la simplification et l'amélioration du service de l'émission d'attestation de conformité fiscale a été la mise en œuvre de la certification électronique qui permet aux contribuables et aux responsables de réaliser leurs démarches sans qu'il soit besoin de visiter un bureau ou une agence d'impôts. Les résultats de cette action sont évidents car à la fin de l'année **90%** des gestions de cette nature ont été faites par ce moyen.

Le certificat de conformité fiscale consiste en un document qui fait constater qu'à la date de son émission les contribuables se trouvent à jour dans l'accomplissement de leurs obligations fiscales et qu'ils n'ont pas de créances fiscales ou d'affaires pendantes avec la Surintendance d'Administration Fiscale ; ce certificat est une condition indispensable pour participer à une offre de biens et de services de l'État et pour requérir une inscription comme auxiliaire de la fonction publique douanière, entre autres conditions.

A.4 Augmentation de l'utilisation des services électroniques mis à disposition des contribuables



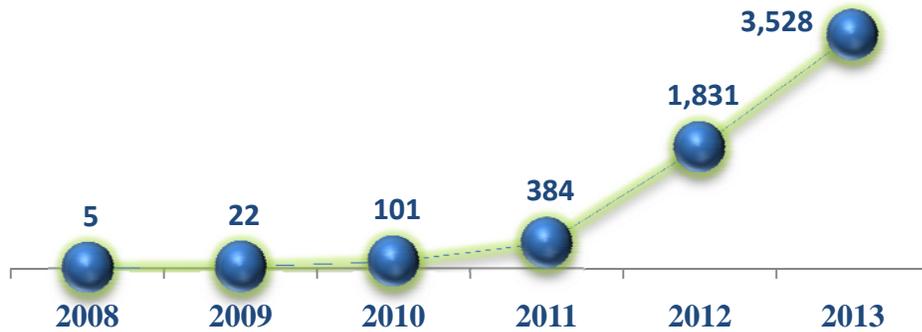
Déclaration électronique. Dans le cadre de la facilitation de l'accomplissement correct de la présentation de la déclaration de l'IVA, **385,980** déclarations ont été présentées par voie électronique pour la période de liquidation définitive annuelle 2012, montant qui a représenté une augmentation de **26 %** par rapport à la quantité de déclarations électroniques enregistrées en 2012.

Paiements avec carte de crédit et de débit. Pendant l'année un montant de Q 321,28 millions a été payé en utilisant une carte de crédit ou de débit, ce qui correspond à 1.378 formulaires.

Facture électronique -FACE-. En application de l'Accord du Directoire 08-2011 portant sur la mise en œuvre progressive et l'utilisation obligatoire de la facture électronique, pour les contribuables classés par la Surintendance d'Administration Fiscale comme contribuables spéciaux, **3.528** émetteurs de facture électronique ont été autorisés à la clôture de l'année 2013 ; il existe **3** entreprises de certification d'entreprises génératrices de facture électronique et **11** entreprises autorisées à générer des factures électroniques. En 2013, la quantité d'émetteurs de factures électroniques a enregistré un accroissement de 92,68 % par rapport à 2012. Voir graphique II. 2

Graphique II.2

Emetteurs de factures électroniques - Années 2008-2013



Source: Intendance du Recouvrement et de la Gestion, SAT

Normalisation des conditions requises pour réaliser les formalités en mode présentiel. Afin d'améliorer et de rendre transparent le service dans les bureaux et les agences fiscales dans tout le pays, il a été procédé à la révision et à la standardisation des conditions requises pour gestions de véhicules, accords de paiement, certifications de conformité, entre autres, conditions qui ont été publiées sur le portail Web de la SAT.



A.5 Orientation et Attention aux consultations des contribuables.

Consultas por medio electrónico. A través del servicio de atención de consultas por correo electrónico y el servicio CHAT fueron atendidas **120,424** consultas: **28,881** por el correo electrónico gac@sat.gob.gt y **91,543** por medio del servicio CHAT. Estos resultados representaron un incremento del **19.29%** con respecto a las consultas que fueron atendidas el año anterior. Ver Tabla II.2

Tableau II.2

Consultations électroniques assistées - Années 2009-2013

Description	2009	2010	2011	2012	2013
Consultations assistées par courrier électronique	5.517	10.744	15.765	24.915	28.881
Consultations assistées en ligne par CHAT	453	38.761	73.658	76.036	91.543
TOTAL	5.970	49.505	89.423	100.951	120.424

Source: Direction de l'Attention au Contribuable, SAT



Consultations téléphoniques -Call Center-. Le centre d'appels de la SAT a reçu au cours de l'année **420.043** appels, quantité légèrement supérieure aux appels reçus l'année précédente - 415.872 -, les consultations ont été principalement centrées sur l'utilisation des outils informatiques, la déclaration et le paiement des impôts, l'emplacement et les services des bureaux et des agences fiscales.

Réseaux sociaux. Afin de contribuer à la diffusion en temps réel de l'information aux contribuables et responsables sur des sujets d'intérêt fiscal et douanier, la SAT a ouvert des comptes sur les principaux réseaux sociaux "facebook" et "twitter". A la clôture de l'année, le compte de la SAT sur Facebook comptabilisait environ 5.000 fans et le compte sur Twitter près de 11.000.

Accueil et révision des formalités de gestion. Pour améliorer l'orientation donnée aux contribuables et aux responsables qui visitent les bureaux et les agences fiscales, et pour s'assurer que les conditions requises par les formalités qu'ils réalisent sont satisfaites avant de commencer les files d'attente dans les installations de la SAT, un service d'accueil et de révision a été mis en place dans les principaux bureaux et agences fiscales, ainsi qu'un service de visa des exigences en matière de gestion,

Extension du système d'ordonnement des files d'attente. Afin de disposer d'information sur le nombre de personnes qui visitent les bureaux et les agences fiscales et sur les gestions qu'ils effectuent, et d'évaluer et mettre en œuvre des mesures pour améliorer le service, le fonctionnement du système d'ordonnement des files d'attente de l'Agence San Rafael et des bureaux fiscaux de Zacapa, Quetzaltenango et Escuintla a été étendu.

Système d'orientation pour les contribuables et utilisateurs de l'aéroport international La Aurora. , Un système de divulgation sur écrans plasma a été mis en place ans le but de fournir aux passagers et aux touristes qui sortent du pays ou qui y entrent par la voie aérienne, toute l'information sur leurs obligations fiscales et douanières, les informer de leurs droits et obligations, des spécifications des articles classés comme bagage personnel, de l'obligation de présenter la déclaration de douane sous serment à l'entrée ou à la sortie du pays, entre autres.

Orientation légale et droits du contribuable et information publique. Au cours de l'année ont été reçues **2.913** consultations sur l'application de la législation et la réglementation fiscale, dont **1.053** ont été gérées électroniquement, **949** par la voie téléphonique, **877** sous forme présenteielle et **34** par communication écrite.

En ce qui concerne les consultations relatives à la Loi sur l'Accès à l'Information Publique, **788** demandes d'information, 504 sous forme écrite et 285 par téléphone et présenteielles, ont été satisfaites. Par ailleurs, le site d'orientation légale et de droits du contribuable a reçu 139.715 visites dans le cadre du portail Web de la SAT.

Centre de surveillance virtuelle de l'affluence des personnes dans les bureaux et les agences fiscales. Suite aux consultations constantes de la part de contribuables et de responsables cherchant à connaître la localisation des bureaux et des agences fiscales et leur niveau d'affluence, a été mis en place le Centre de surveillance virtuel de l'affluence des personnes dans les bureaux et les agences fiscales pour disposer d'informations concernant les points de service ayant le moins d'affluence, ce qui a permis une meilleure orientation des contribuables, non seulement en ce qui concerne la localisation exacte des bureaux et des agences fiscales, mais aussi des bureaux et agences de moindre affluence pour qu'ils puissent être visités, ce qui permet d'éviter les files d'attente et de réduire le temps d'attente.

Accroissement de la mesure de satisfaction du service en douane. Afin de disposer d'information sur la perception de la qualité de l'attention aux contribuables et/ou responsables qui visitent les installations de la SAT, on a étendu la couverture des points de service disposant de mécanismes de mesure après l'avoir mise en service dans les douanes El Florido, San Cristóbal, La Ermita et Agua Caliente. Les résultats de la mesure permettent d'évaluer et, le cas échéant, de mettre en œuvre des actions à court, moyen ou long terme pour répondre aux besoins des contribuables.

A.6 Programme de Formation de Contribuables et des Responsables



Formation présentielle. A travers le Centre de Formation Fiscale et Douanière de la SAT -CENSAT- **459** cours de formation sur des sujets fiscaux et douaniers ont été dispensés qui ont obtenu la participation de **41.500** personnes environ.

Les cours ont été dispensés à niveau national sur des sujets relatifs principalement à l'Impôt sur le Revenu, l'Impôt sur la Valeur Ajoutée, l'utilisation d'outils électroniques, et les obligations des coopératives et des entités non lucratives.

Capsules de formation. Au cours de l'année ont été mises à disposition des contribuables et des responsables, sur le portail de formation de la SAT, **12** capsules de formation sur les questions fiscales, qui sont listés ci-après,

Changement régime ISR	Détermination ISR salariés
Facture spéciale	Nouvelle modalité de transferts
Retenues ISR	Vignette électronique
Obligation de présenter Déclaration sous serment d'ISR	Revenus de capital et revenus du travail
Exemptés de l'ISR salariés	Revenus des activités lucratives

A.7. Promotion de la culture fiscale

Programme radiophonique " L'heure de la culture fiscale". Ce programme est transmis sur la station TGW, la voix du Guatemala. En 2013 8 émissions ont été réalisées les mercredis à 19:00 heures, au cours desquelles ont été menés des interviews de fonctionnaires de la SAT qui répondent aux questions des intéressés sur des questions fiscales et douanières d'intérêt pour les contribuables et la population en général, Les valeurs de la Culture Fiscale ont été également renforcées.



Feuilleton radio "Simón Tax sur la terre de l'Ehonté". Dans le cadre du programme de radio, s'est déroulée la présentation du feuilleton radio "Simón Tax sur la terre de l'Ehonté" [« Simón Tax en la Tierra del Descarado »] où l'on fait valoir l'importance de notre responsabilité de citoyens, en dépit d'un environnement où existe l'évasion des responsabilités, au cours de l'année 6 chapitres de cette histoire ont été programmés.

Promotion des valeurs et de l'information sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter. Par ce moyen a été promue l'information sur les actions réalisées par la Culture fiscale, telles que visites de centres éducatifs, ateliers, notes d'information, phrases célèbres, fables avec morales pour que le lecteur développe sa connaissance et l'interprétation sur valeurs.



A.8 Éducation sur la culture fiscale

Emission "La Culture fiscale arrive à ton centre éducatif". L'émission a pour objectif d'aborder l'importance des valeurs humaines qui permettent à l'individu d'être un citoyen responsable, l'importance qu'a pour le développement du pays le paiement des impôts et la redistribution de ceux-ci pour les services publics qui aident au développement des communautés en s'appuyant sur les enfants et les jeunes de niveau primaire et secondaire.





Pendant l'année, on a travaillé avec 22 écoles de la zone métropolitaine et réalisé dans chacune d'elles des ateliers systématisés de 4 sessions, pour un total de 346 sessions avec une participation de 17.020 étudiants.

Le Programme s'est également occupé de centres éducatifs privés, ainsi que d'écoles de commerce qui forment les futurs experts comptables, et de centres éducatifs de l'intérieur du pays. Comme résultat de ces mesures, 313 ateliers ont été effectués, touchant une population de 10.112 étudiants de niveau scolaire collège et lycée.

Complémentairement, un matériel éducatif a été distribué à plus de 30 écoles et plus de 21.900 étudiants des différents niveaux scolaires de l'enseignement primaire ont bénéficié de cette couverture.

Ateliers sur la culture fiscale dans la promotion du développement du pays destinés à des étudiants universitaires.

Grâce à la promotion des ateliers de formation en Culture fiscale, le Programme a pu être appliqué dans plusieurs sièges régionaux des universités du pays. Parmi ces sièges et facultés ont été satisfaites les suivantes:



- Étudiants de la faculté d'Administration de l'Université Mariano Gálvez de l'extension de Jutiapa.
- Étudiants de la faculté des Sciences juridiques et de Droit de l'Université de San Carlos, extension Petén.
- Étudiants de professorat en Sciences économiques de l'École de formation des Professeurs de secondaire (EFPEM) de l'Université de San Carlos, capitale.
- Professeurs de la faculté d'Education de l'Université Galileo, Ciudad de Guatemala.
- Professeurs de l'une des Facultés de l'Université de l'Istmo de Guatemala.



Se desarrollaron 7 talleres, atendiendo a un total de **501** personas, entre profesionales y docentes universitarios.



Ateliers de formation sur l'importance de la culture fiscale en classe, destinés aux enseignants de primaire, collège et lycée. Ces ateliers sont nés comme proposition d'aide aux enseignants du cycle primaire pour qu'ils prennent conscience de leur rôle de formateurs de citoyens responsables de leurs obligations fiscales ; ces ateliers sont axés sur l'inclusion de la culture fiscale en tant qu'élément de l'axe transversal de la vie citoyenne et sur l'importance de cette approche dans la formation intégrale de l'élève du niveau primaire ; puis, avec l'appui des directeurs départementaux, une demande a été faite pour que ces ateliers soient dispensés dans différentes institutions du niveau secondaire. Faisant partie de l'aide apportée, un atelier axé sur

l'utilisation de matériaux de Culture Fiscale en classe a également été organisé.

116 ateliers ont été organisés pour des enseignants de niveaux pré-primaire, primaire, collège et lycée destinés à une population de 4.743 maîtres.

Appui pour l'obtention de diplômes en formation citoyenne. Le programme de Culture Fiscale a aidé à la formation des enseignants pour l'obtention de différents diplômes sur la citoyenneté, parmi lesquels :

- Diplôme en formation Citoyenne pour enseignants des «écoles sûres » que favorise le Ministère de l'intérieur.
- Diplôme en "Citoyenneté et Stratégies de l'Enseignement-Apprentissage" destiné aux enseignants, dispensé par la Fondation Carlos Martínez Durán, promu par la Fondation Carlos Novela de « Cementos Progreso ».
- Diplôme en "Citoyenneté et Stratégies d'Enseignement-Apprentissage" donné aux enseignants par la Fondation Carlos Martínez Durán, promu par « Écoles pour la Vie » de l'entreprise « Licorera Nacional ».



Plus de **1,200** enseignants ont participé à ces ateliers

Projet « noyaux d'appui fiscal NAF ». Ce projet vise à soutenir la formation d'étudiants universitaires, au début de leur vie de citoyen et se préparant à être de futurs professionnels et qui non seulement doivent contribuer au bon déroulement de leurs pratiques professionnelles dans le pays, mais aussi à l'accomplissement de leurs obligations de citoyens.

Au cours de l'année ont été définies les lignes stratégiques pour la mise en œuvre de ce projet dans les différentes universités du pays ; un accord a déjà été convenu avec l'Université Panamericana.

A.9 Campagnes de divulgation sur les thèmes fiscaux et la culture fiscale

Insertion de dépliants dans les journaux. Dans le cadre de la diffusion de l'information sur l'utilisation et la signification des factures, des dépliants ont été insérés dans différents journaux de distribution gratuite, ainsi qu'aux abonnés du quotidien Prensa Libre.



Campagne "la facture nous est utile à tous". Cette campagne a été développée au moyen de panneaux publicitaires et de spots télévisés pour sensibiliser sur l'importance de demander une facture. Dans cette campagne, l'accent est mis sur la participation de personnages clés de la société guatémaltèque pour leur action dans

le monde du sport, de la science ou de l'art ; et sur le fait que c'est grâce au paiement des impôts dans notre pays que des opportunités s'offrent à tous les Guatémaltèques.

Campagne de divulgation "Système Declaraguat". La promotion de l'outil declaraguat.gt s'est poursuivie, dans le but d'informer les contribuables sur les avantages de son utilisation pour consulter et générer des formulaires pour payer leurs impôts, et sur l'utilité de cet outil pour la génération de demandes de certification fiscale et le paiement de diverses gestions.

Pour ce faire, un matériel d'information a été conçu pour être publié dans la presse et les médias alternatifs, tels que bannières publicitaires et prospectus. Par ailleurs, de collègues professionnels liés à l'activité fiscale ont participé à des événements où ont été promus dans des stands les bénéfices de l'utilisation de « declaraguat ».

Campagne publicitaire "Impôt sur la Circulation des Véhicules pour changements dans la législation, conformément au Décret Numéro 01-2013 du Congrès de la République". Suite à la mise en œuvre de la réforme de la législation relative au paiement de l'impôt sur la Circulation des Véhicules, spécifiquement la réduction de 50 % de l'impôt, une campagne de sensibilisation a été menée dans les médias écrits, à la radio et dans les médias alternatifs, dans le but d'informer les contribuables des effets de cette loi.



La diffusion de cette campagne a été conçue pour promouvoir le paiement opportun de l'impôt et éviter ainsi les agglomérations, et également pour indiquer la procédure à suivre en raison du changement de législation, tout en faisant des rappels ponctuels sur l'expiration du délai de paiement fixé.

Campagne publicitaire "vignette électronique". Suite à l'utilisation des nouvelles tendances technologiques dans l'Administration Fiscale, une campagne a été conçue pour promouvoir la nouvelle modalité qui permet d'obtenir le justificatif prouvant le paiement de l'impôt sur la Circulation des Véhicules.

Dans la phase initiale d'information des contribuables, des annonces ont été réalisées pour créer des attentes, puis des spots informatifs ont été élaborés et publiés dans les principaux médias écrits. Par ailleurs, on a coordonné l'élaboration de matériel publicitaire alternatif, tels que prospectus, et pour compléter l'information ont été tenues des conférences de presse ainsi que des entretiens directs avec les médias.



Campagne publicitaire "demandez votre facture". Au cours des mois de septembre, octobre et novembre la radio et la télévision ont passé des annonces de la campagne "demandez votre facture », afin de faire prendre conscience à la population qu'elle doit continuer à demander la facture pour tout achat de biens et de services. La publicité a été ciblée pour couvrir un groupe objectif plus large et on a utilisé comme référence les situations quotidiennes qui cherchent à mettre en relation le fait de demander une facture avec une action spontanée, afin que le contribuable soit conscient que le fait de donner et de demander une facture doit devenir un comportement habituel.



Publication sur les processus massifs de vérification fiscale. Afin d'informer la population sur les processus massifs de vérification fiscale que doit réaliser la SAT, une série d'annonces a été publiée pour donner des informations sur le processus de vérification et les formalités exigées par la loi pour déterminer si un établissement est autorisé à opérer et s'il satisfait les obligations fiscales.

Une information a également été diffusée pour permettre aux contribuables de connaître les caractéristiques qui identifient les auditeurs fiscaux, de façon à ce qu'ils puissent constater la légalité des nominations et du personnel qui effectue la vérification fiscale.

Ces matériaux ont été annoncés dans les médias écrits et les principales chaînes de radio à niveau national permettant d'atteindre deux objectifs : celui d'informer les contribuables et celui d'augmenter la perception de risque et donc d'améliorer l'observation des règles fiscales



Campagne d'information sur la remise et l'exonération partielle des impôts et amendes ou des surcharges. Suite à la remise et à l'annulation partielle des impôts par le Gouvernement et le Congrès de la République, en vertu du décret No 1-2013 et du décret 257-2013, s'est déroulée une campagne d'information et de promotion de l'observation des règles fiscales, exhortant le contribuable à "régulariser sa situation fiscale" et à tirer parti des avantages prévus par la loi.

La campagne s'est faite en deux phases, en considérant les délais adoptés. Pour cela, ont été reproduits des supports graphiques et audiovisuels qui ont été annoncés dans les médias écrits, radiophoniques et télévisés. En outre, l'information a été complétée par des bannières publicitaires pour les bureaux et agences fiscales, des écrans sur certains bâtiments et des écrans extérieurs situés sur les principales voies de la ville.

B. RÉDUCTION DU NON RESPECT DES OBLIGATIONS FISCALES.

B.1 Programmes de contrôle

Contrôle et gestion de contribuables ayant enregistré omissions, retards de paiement et inconsistances. Par le biais d'actions visant à obtenir une régularisation de la présentation et du paiement des impôts des contribuables qui enregistrent omissions, retards de paiement ou inconsistances dans leurs déclarations et le paiement de leurs impôts, plus de **Q 800 millions** ont été récupérés au cours de l'année à travers l'exécution de plus de 400,000 actions administratives de gestion. Ces actions ont été adressées à des contribuables présentant le plus d'intérêt fiscal, actions de contrôle et de gestion de forme massive, à l'égard de contribuables ayant omis de présenter leurs déclarations à la date d'échéance, omis l'inscription de la première immatriculation des véhicules, enregistré des retards de paiement pour présentation tardive de leurs déclarations et des retards dans le paiement de la taxe sur la circulation de véhicules, ou présenté de manière récurrente des déclarations pour une valeur zéro, entre autres.

Contrôle des entités exonérées d'impôts. Pendant l'année, un groupe de 4.365 contribuables exonérés ont fait l'objet d'attention et de contrôle : 3.865 contribuables totalement exonérés et 500 contribuables partiellement exonérés, pour lesquels ont été effectuées, entre autres, la révision de l'utilisation des certificats d'exonération de l'IVA et la révision de la présentation des rapports des certificats d'exonération, ce qui a permis de vérifier la bonne utilisation des exonérations et le respect des obligations fiscales par les entités exonérées.

Visites fiscales. Au cours de l'année ont été effectuées **198.026** visites fiscales parmi lesquelles : actions de contrôle sur la facturation, vérification d'accomplissement dans des centres éducatifs, contrôle des spectacles publics, révision des fournisseurs de salariés, révision de formulaires de l'Impôt sur la Valeur Ajoutée et de déclaration finale de l'Impôt sur le Revenu d'employés en relation de dépendance, retenues pour services, retenues sur les salaires et vérification sur facturation de pourboires. Le nombre de visites fiscales réalisées représente une augmentation de plus de 12.000 visites par rapport aux visites fiscales réalisées en 2012.

Fermeture d'établissements. Résultat du plan de vérification du respect des obligations fiscales des contribuables dans les établissements commerciaux, on a constaté la non émission de factures pour la



vente de biens ou la prestation de services, ce pourquoi **668** cas de plainte ont été présentés devant les tribunaux correspondants à l'application de la sanction de fermeture temporaire des établissements ; la **fermeture temporaire de 110** établissements a été exécutée sur ordre de juge.

Conformément au décret numéro 4-2012, plus spécifiquement à l'Article 120 "A" du Code Fiscal, en raison du fait que les contribuables n'étaient pas enregistrés ou pas encore inscrits, que l'établissement n'était pas affilié ou que les factures n'étaient pas autorisées, il a été

procédé de janvier à mars à la **fermeture préventive de 392** établissements.

Analyse de risque en matière de contrôle fiscal. Afin d'améliorer l'assertivité de l'adressage de la vérification fiscale, on a mis en place, dans le cadre du système informatique du contrôle Fiscal FISAT, le module de risque du commerce extérieur, qui permet d'axer de manière plus effective le contrôle fiscal adressé aux opérateurs du commerce extérieur. Ce module a incorporé des éléments d'évaluation tels que : incohérences des importateurs dans les déclarations de l'IVA qu'ils présentent, incohérences entre importations définitives et revenus mensuels des contribuables mineurs, révision des inventaires et suivi de la facturation aux importateurs, audits intégrées aux usines d'assemblage (maquilas) et inventaires oculaires des utilisateurs de zones franches. En outre, des programmes de contrôle fiscal ont été définis et développés de manière intégrale, destinés à des groupes commerciaux spécifiques.

Ce qui précède, ajouté à l'application du modèle de risque intégrant : règles d'incohérences, comportement économique, fiscal et financier, législation fiscale et utilisation exhaustive de sources d'information interne et venant de tiers a donné lieu à l'identification et l'orientation de la vérification fiscale vers les contribuables présentant le plus grand risque pour indices d'incohérences, présomptions d'évasion fiscale et détection d'omissions.

Programmes de vérification fiscale. Au cours de l'année, **4.564** audits ont été exécutés dans les différents programmes : **2.003** audits sélectifs, **474** audits de commerce extérieur, **144** audits rapides, **37** audits de procédure abrégée, et **1.906** audits de crédit fiscal.

Complémentairement ont été réalisées **1.380** opérations conjointes qui ont été menées dans les douanes, sur les routes, les dépôts douaniers et les entrepôts des importateurs. Les opérations ont été coordonnées conjointement avec la Commission Nationale pour la Prévention et la Lutte Contre la Fraude Douanière et la Contrebande -CONACON-. Le nombre d'opérations conjointes a augmenté de **65 %** par rapport à la quantité d'opérations conjointes menées en 2012. Voir tableau II. 3

Tableau II.3

Programmes de vérification fiscale exécutés 2012-2013

Programme	2012	2013
Visites fiscales	185.804	198.026
Opérations conjointes	837	1.380
Audits	6.437	4,564
Sélectives	2.392	2.003
Commerce Extérieur	452	474
Rapides	180	144
Procédure Abrégée	1.410	37
Crédit fiscal	2.003	1.906

Source: Système FISAT, SAT.

Comme résultat de l'ouverture de conteneurs au cours d'opérations menées dans les entrepôts des importateurs, **201** contribuables ont subi des redressements pour présomption de mauvaise classification tarifaire, lesquels ont été payés en temps utile ; il a également été demandé à l'Intendance des Affaires Juridiques de les mettre à la disposition des tribunaux compétents.

Gestion judiciaire. La récupération des créances fiscales à travers des procédures judiciaires et pénales au cours de l'année s'élevait à **Q 160,2 millions**, dont **Q 70,7 millions** concernaient des procédures

judiciaires et **Q.89,5 millions** ont été récupérés par la voie pénale. Outre la récupération des créances fiscales, il a été procédé au recouvrement de **Q 3,1 millions** pour couvrir les frais judiciaires. Le traitement des dossiers d'affaires pénales a enregistré **1.803** audiences, 74 mises en accusation, **242** mesures visant à « déjudiciariser », l'arrestation de **14** personnes arrêtées et l'obtention de **48** sentences.



Cese temporal de actividades. A partir del mes de febrero del 2013, la SAT inició la identificación y verificación del correcto cumplimiento de los contribuyentes próximos a cumplir doce meses de no presentar declaraciones o las han presentado sin valor. Tal condición puede dar lugar al registro del cese temporal de actividades, conforme lo establecido en el artículo 120 del código tributario, modificado por el artículo 49 del decreto número 4-2012 del Congreso de la República.

C. MODERNISATION DU SYSTEME DOUANIER.

C. 1 Augmentation de la perception de risque

Processus de vérification a posteriori. Au début de l'année, le processus institutionnel de vérification a posteriori a été mis en oeuvre, avec pour résultat l'élaboration de 13 rapports de vérification de segments d'activités économiques présentant une incohérence par rapport à la classification ou à l'origine des marchandises, et à l'estimation du potentiel des taxes non perçues ; le processus correspondant de vérification fiscale est en cours.

Parmi les avantages obtenus de la mise en oeuvre de ce processus, se trouve l'amélioration du niveau d'assertivité des rapports élaborés, la réduction du pourcentage de sélectif rouge dans les déclarations douanières et l'augmentation de la perception de risque de l'importateur ou du contribuable.

Cautions pour incidences douanières. A la suite du contrôle appliqué aux importations en douane, pour des incidences d'évaluation en douane, classement tarifaire et doutes sur l'origine des marchandises, les contribuables ont opté pour l'utilisation de cautions, **26** cautions en cours ayant été enregistrées à la clôture de l'année pour un montant de **Q 4,8 millions** dans les douanes de Santo Tomás de Castilla, Central, Express Aéreo et Puerto Quetzal.

Compte courant de conteneurs. Dans le but d'améliorer le contrôle, le compte courant électronique de conteneurs dans l'enceinte portuaire de la douane Puerto Barrios a été mis en place, ce qui a permis d'avoir un contrôle effectif des conteneurs qui arrivent, se trouvent et qui sortent de l'enceinte portuaire et de la douane.

Resumen de la Búsqueda															
Resumen de la Búsqueda															
Detalle de Movimientos Totales:															
	Adiana / Manifesto / Doc. Transporte	Total Créditos	Total Débitos	Saldo General de Contenedores		Fuente									
GTFR	1421	933	488			CCC física									
GTFR	17089	11850	5149			CCC actual									
GTFR	319750	310254	9396			CCC histórica									
Detalle de Créditos y Débitos:															
Código Adiana	No. Manifesto	Documento de Transporte	Identificador (Emp)	Estado del movimiento (vacio)	Tipo de operación	Aplicación Crédito	No.Operación Crédito	Usanto Alredita	Fecha Crédito	Aplicación Débito	No. operación Débito	Usanto Débito	Fecha Débito	Observaciones crédito/débito	Fu
GTFR	CL113000914	GMF721676694	CBPU2464928	Lleno	Importacion	validManifest	CL113000914	SAT_VESAPP	20/12/2013 15:24:59	Regio-ATC	160304704	utilvud	07/12/2013 02:04:21	CCC act	
GTFR	CL113000914	GMF721687094	CBPU3471903	Lleno	Importacion	validManifest	CL113000914	SAT_VESAPP	20/12/2013 15:24:59	Regio-ATC	160405305	maxitum	12/12/2013 18:38:25	CCC act	
GTFR	CL113000914	GMF7216733403	CBPU2467903	Lleno	Importacion	validManifest	CL113000914	SAT_VESAPP	20/12/2013 15:24:59	Regio-ATC	160301198	ppguera	06/12/2013 01:41:26	CCC act	

Registre des importateurs. Dans le cadre du système de gestion douanière -SAQB'E -, un module permettant le contrôle, le suivi et la consultation des registres d'importateurs a été mis en place, permettant de disposer de l'information nécessaire en temps utile, a la disposition des utilisateurs internes et externes.



Opérations conjointes CONACON. Au cours de l'année, conjointement avec la Commission Nationale pour la Prévention et la Lutte contre la Fraude Douanière et la Contrebande "CONACON", ont été réalisées **41** opérations ciblées dans des points de convergence ou des points de passage véhiculaires non contrôlés dans les départements de Jutiapa, Zacapa, Izabal, Huehuetenango et El Petén.

Coordination opérationnelle interinstitutionnelle. Par l'accord de Directoire No 023-2013 en date du 25 octobre 2013, le Directoire de la Surintendance d'Administration Fiscale a décidé de demander à l'Organisme Exécutif son aide pour que, grâce à la collaboration des ministères de l'Intérieur, de la Défense Nationale et d'autres dépendances de cet organisme, un soutien soit donné à la Surintendance de l'Administration Fiscale, pour aider à réaliser des actions permettant de surmonter les carences qui existent actuellement dans certaines enceintes douanières.

Suite à la demande présentée par le Directoire de la SAT, l'organisme exécutif a publié le décret 427-2013 en date du 28 octobre 2013, qui dans son article 1^{er} indique: "instruire le Ministère de l'Intérieur pour qu'il apporte, avec l'appui du Ministère de la Défense Nationale, dans l'exercice de ses fonctions, sa coopération pour effectuer des opérations conjointes coordonnées avec la Surintendance de l'Administration Fiscale, dans leurs respectifs domaines de compétence, pour assurer le respect effectif de la loi, ainsi que pour prévenir, combattre, contrôler et neutraliser les actions criminelles; pour une durée de trois mois. Et cela, sans préjudice des fonctions de surveillance et de contrôle que doit exercer la Surintendance d'Administration Fiscale".

Dans l'article 2 il est indiqué : "contribuer au renforcement du Système Douanier Guatémaltèque, en favorisant l'efficacité des services et par là, la prévention, le combat, le contrôle et la neutralisation des actions criminelles qui attentent contre le régime douanier national".

Pour élaborer un Plan Opérationnel Conjoint, La SAT a convoqué le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation-MAGA, le Ministère de la Défense Nationale-MINDEF, le Ministère de l'Intérieur – MINGOB, et d'autres dépendances d'appui.

Ce plan a été appliqué dans les bureaux des douanes qui représentent 78 % du total recouvert:

- Puerto Quetzal
- Santo Tomás de Castilla
- Tecún Umán
- Pedro de Alvarado
- Aduana Central



Les actions menées de manière conjointe ont inclus:

- Postes de contrôle et d'enregistrement interinstitutionnel situés sur des voies d'accès aux douanes.
- Postes de contrôle pour protéger les installations et assurer la sécurité du périmètre des enceintes douanières.
- Accompagnement de la part des institutions impliquées dans l'Opération conjointe, du processus douanier de vérification immédiate des marchandises (rampes de révision) et d'autres aires sensibles de la zone primaire de la douane.

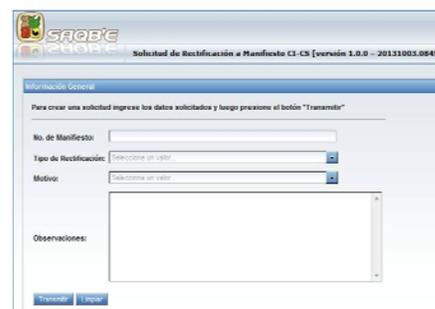


Dans le cadre des Opérations, il convient de souligner que la Surintendance de l'Administration Fiscale a participé avec le personnel des intendances des douanes et de la Vérification fiscale, mettant à disposition un nombre approximatif de 100 personnes ; un travail ininterrompu a été réalisé chaque semaine des mois de novembre et décembre, **41.394** moyens de transport ont été révisés, avec un ajustement d'environ Q **7,0 millions** pour différentes causes.

C.2 Simplification de la gestion de dédouanement

Elargissement de la mise en œuvre du système SAQB'E. Le système informatique de gestion des douanes dénommé SAQB'E, a été mis en œuvre dans la douane de Santa Elena el Ceibo, département du Petén. Sa mise en œuvre a inclus le formulaire de déclaration de transit douanier international terrestre -DUT- et des améliorations du processus d'enregistrement des incidences et audiences comme résultat de la vérification immédiate des marchandises, suite à l'entrée en vigueur du décret 14-2013, Loi Nationale des Douanes.

Paiement du plomb de douane par utilisation du système électronique Declaraguat. Le paiement du plomb de douane a été mis en œuvre à travers le système électronique Declaraguat pour toutes les délégations de la Douane Centrale, ainsi que le paiement des services extraordinaires demandés aux douanes internes.



Formulaire électronique de rectification du manifeste de cargaison. L'application informatique a été conçue et mise en service pour permettre de rectifier les manifestes électroniques de cargaison, avec comme résultat la réduction du temps de service des demandes présentées par les transporteurs, lesquelles sont actuellement satisfaites dans un délai de 2 heures.

Gestion d'admission temporaire d'équipements de cargaison par moyen électronique. Il a été mis à la disposition des transporteurs douaniers terrestres l'option de transmission électronique du formulaire d'admission temporaire des équipements de cargaison, ce qui a permis d'effectuer de manière opportune le paiement et de réaliser des consultations de processus de gestion

Documento Transporte	Puerto Embarque	Pais Procedencia	Pais Destino	Contenedor	Indicador	Tamaño Equipo	Servicio Equipo	Peso Contenido (Kg.)	Peso Contenedor (Kg.)	Número ATC	Marchamos
1 555910302	Houston	UNITED STATES	EL SALVADOR	MSKU6318910	Lleno	40x8.5 Passive Vents	Carrier loads	21516	7000		✓
2 555910382	Houston	UNITED STATES	EL SALVADOR	POCU1163703	Lleno	40x8.5 Passive Vents	Carrier loads	21516	7000		✓

Nro. Orden Declaración:	<input type="text" value="1"/>	Nombre del Piloto:	<input type="text" value="1"/>	Licencia de Conducir:	<input type="text" value="1"/>
Observaciones Registro:	<input type="text" value="1"/>	Placa del Cabezal:	<input type="text" value="1"/>	Código Transportista:	<input type="text" value="1"/>
Nombre de la Aduana:	<input type="text" value="Seleccionar"/>	Estatus Contenedor:	<input type="text" value="Lleno"/>	Días solicitados ATC:	<input type="text" value="7"/>



Accréditation d'opérateurs économiques agréés. En poursuivant le processus lancé l'année précédente, ont été habilités avec la figure d'opérateur économique agréé – des opérateurs ou utilisateurs du système douanier qui répondent à une série d'exigences de la chaîne logistique, ce qui les positionne avec un bon niveau de fiabilité dans leurs gestions douanières - un agent de douanes et un entrepôt fiscal : il est important de souligner que l'accréditation a été la première au niveau de l'Amérique Latine dans sa catégorie respective.



C.3 Actions de coordination avec d'autres instances

Equipe Spéciale interinstitutionnelle Tecún Umán. La SAT a participé activement à la mise en place de l'Équipe spéciale Interinstitutionnelle Tecún Umán, chargée d'effectuer des opérations conjointes de sécurité dans toute la République afin de prévenir, combattre, démanteler et éradiquer les actions criminelles.

Comme résultat des groupes de travail, l'Accord Gouvernemental numéro 277-2013 portant création de ladite Equipe spéciale a été proposé et adopté; on a également participé à l'élaboration du règlement d'Organisation et de Fonctionnement de l'Équipe Spéciale interinstitutionnelle Tecún Umán, qui a été adopté par Accord Ministériel numéro 563-2013. Par ailleurs, l'Accord de Coopération Interinstitutionnelle de l'Équipe Spéciale a été élaboré par lequel, tant les entités membres que les entités qui collaborent à la réalisation de ses objectifs, comme c'est le cas de la Surintendance de l'Administration Fiscale, SAT, s'engagent à mettre en œuvre les opérations de l'Équipe Spéciale.

Il est important de souligner que la SAT à travers la résolution numéro SAT-DSI-876-2013 a donné au Ministère de l'Intérieur, dans le port frontalier Juan Luis Lizarralde Arrillaga, les aires nécessaires à l'installation du centre d'opérations de l'Équipe Spéciale interinstitutionnelle Tecún Umán, coopérant

ainsi avec les efforts que le gouvernement réalise actuellement pour contrecarrer les actes délictueux, parmi lesquels la contrebande douanière.

Il a également été accordé par résolution numéro SAT-DSI-877-2013 à l'Organisme Judiciaire une aire dans le port frontalier Juan Luis Lizarralde Arrillaga, pour installer un tribunal de paix qui aide dans le domaine de sa compétence à la judiciarisation, entre autres, des procédures liées à la fraude et à la contrebande douanière.

Agenda Bilatéral Guatemala-El Salvador. Pendant l'année les axes d'attention et de travail ciblés sur les thèmes douaniers avec El Salvador ont inclus :

- Signature du Mémoire d'Entente, signé le 31 juillet 2013, entre les deux Gouvernements sur les questions liées au Passage Rapide aux frontières terrestres et à la sécurité des frontières.
- Attention à l'urgence du pont El Jobo, entre les frontières de Valle Nuevo et Las Chinamas, comprenant le mouvement des marchandises et l'accélération des formalités migratoires.
- Réaménagement des passages frontaliers: San Cristobal, La Ermita, Valle Nuevo et Pedro de Alvarado.
- Viabilité du passage frontalier Jerez de la Frontera-El Coco comme une alternative pour le tourisme entre les deux pays.

Accord de portée partielle avec l'Équateur. On a appliqué les fonctionnalités informatiques nécessaires à l'acceptation des déclarations douanières de marchandises soumises à des contingents tarifaires, résultant de l'entrée en vigueur, en février, de l'Accord de Portée Partielle avec l'Équateur.

D. ADMINISTRATION EFFICACE ET TRANSPARENTE

D.1 Gestion du Directoire de la SAT

En 2013, ont été résolus par le Directoire de la Surintendance de l'Administration Tributaire, **1021** dossiers de contribuables ayant présenté des recours administratifs de révocation et d'appel auprès de l'Administration Fiscale, ce qui représente un montant d'ajustements de **Q 680,63** millions

Par ailleurs, le Directoire en tant qu'Organe de Direction de l'Administration Fiscale, chargé de diriger la politique de l'administration fiscale qui veille au bon fonctionnement de la gestion institutionnelle, a adopté au moyen d'accords et de résolutions, des politiques, règlements et normes qui ont permis d'obtenir les résultats de recouvrement et de gestion institutionnelle, parmi lesquels :

Adoption du budget des recettes et dépenses de la Surintendance de l'Administration Fiscale, pour l'exercice fiscal 2014.

- Passation d'un marché de services de maintenance préventive pour l'équipement informatique dans l'aire de réglementation, Directions régionales Sud, Nord-Est et Ouest.
- Passation d'un marché de services pour l'établissement du Site Secondaire.
- Passation d'un marché de services pour l'achat de « switches core », « switches » de distribution et console d'administration de réseau pour le Centre de Technologie de l'information (CTI) et le Bâtiment Tour SAT.
- Passation d'un marché de service d'extension de garantie pour les serveurs IBM.
- Adoption de la Table de Valeurs imposables de l'Impôt sur la Valeur Ajoutée sur l'importation de véhicules terrestres.
- Adoption de la Table de Valeurs imposables sur l'Impôt Spécifique de Première Immatriculation des véhicules Automobiles Terrestres.
- Adoption de la Table de Valeurs imposables de l'Impôt sur la Circulation des Véhicules Terrestres.
- Adoption de la Table de Valeurs Imposables de l'Impôt sur la Valeur Ajoutée pour aliénation de Véhicules automobiles terrestres.
- Adoption de l'élargissement de la Table de Valeurs Imposables de l'Impôt sur la Valeur Ajoutée sur l'Importation de Véhicules Terrestres qui ne sont pas compris dans la table des valeurs imposables, conformément au segment de véhicule auquel se réfère la sentence rendue par la Cour Constitutionnelle, selon le dossier 2959-2012, qui entrera en vigueur à partir de sa publication le 31 décembre 2013.
- Adoption des réformes de l'Accord de Directoire Numéro 14-2010, Normes pour la Qualification, l'Habilitation, l'Enregistrement et le Contrôle de l'Opérateur Economique Agréé.
- Autorisation pour que les contribuables tenus de payer l'Impôt de Solidarité et l'Impôt sur la Valeur Ajoutée, dans le Régime général, l'effectuent à travers leurs versions électroniques respectives du système « Declaragate », ainsi que ceux qui ne disposent pas de l'équipement nécessaire ou d'accès à Internet, puissent utiliser librement et gratuitement les kiosques en self-service installés dans les bureaux et les agences fiscales.
- Adoption du recouvrement d'un tarif unique pour le stationnement des véhicules automobiles terrestres légers de plus de 10 ans par rapport au modèle de l'année en cours, et des véhicules de cylindrée allant jusqu'à 1000 centimètres cubes, de plus de 15 ans par rapport au modèle de l'année en cours, qui se trouvent dans les différentes douanes du pays qui fournissent le service de stationnement.

- Autorisation pour connaître et, le cas échéant autoriser, à travers les directions opérationnelles correspondantes, la réalisation de paiements directs aux contribuables soumis au Régime d'Option Simplifiée de l'Impôt Sur le Revenu, au lieu de la rétention définitive à laquelle se réfère l'article 48 de la Loi sur l'Impôt Sur le Revenu.

D.2 Programme de formation des ressources humaines

Afin de maintenir et développer des ressources humaines qualifiées et motivées pour atteindre les objectifs de l'institution, un plan de formation des ressources humaines de l'Administration Fiscale a été élaboré, comprenant des programmes visant à améliorer la performance des fonctionnaires et des employés des organes et des dépendances de l'institution ; un total **363** événements de formation ont été réalisés, **297** sur la modalité nationale, **57** Internationale et **9** virtuelle. Ces événements ont compté une participation de **3,708** responsables et employés.

Par ailleurs, afin de donner au personnel une formation sur le thème de l'Impôt Sur le Revenu, décret 10-2012 et ses dernières actualisations, suite à l'entrée en vigueur de la Loi sur l'Actualisation Fiscale, des enseignants de différentes intendances ont été formés, qui à leur tour ont été les responsables de former un total de **2,078** collaborateurs de différentes unités administratives, y compris les bureaux et agences dans tout le pays

Pour compléter ce qui précède, le "Programme d'éducation à distance" a été poursuivi, programme destiné à aider des membres du personnel à terminer leurs études de collège et de lycée, et grâce auquel 6 élèves ont obtenu leur diplôme.

D.3 Réingénierie du processus de recrutement et de sélection

Dans le cadre des activités de modernisation touchant aux personnes, aux processus et aux technologies, un terme a été mis avec la réingénierie du processus de recrutement et de sélection du personnel; parmi les changements inclus on peut mentionner la réduction du temps du processus de recrutement, l'accélération des délais de convocation pour occuper les postes internes de la carrière administrative et l'actualisation des tests techniques et psychométriques-. Dans le même but, un logiciel a été acquis pour réaliser l'évaluation des candidats internes et externes.

D.4 Coopération internationale pour la formation des ressources humaines de la SAT.

En 2013 a eu lieu le lancement de l'alliance stratégique avec l'Agence de Coopération Allemande -GIZ -, qui a permis de réaliser, en matière de formation des ressources humaines, un cycle de conférences fiscales internationales, à l'occasion de 15^{ème} anniversaire de la SAT, avec la participation de plusieurs fonctionnaires du Centre Interaméricain des Administrations Fiscales- CITT.

Conjointement avec la CITT et la GIZ, a été coordonné l'appui pour que le personnel technique et exécutif de la gestion des ressources humaines suive un stage dans le Service des Impôts Internes et le

Service National des Douanes, afin d'évaluer l'expérience chilienne en ce qui concerne la gestion par compétences des ressources humaines.

D.5 Étude sur les charges de travail

Dans le cadre de la refonte des processus, des études d'évaluation sur les charges de travail ont été menées pour déterminer le niveau d'occupation des différents postes et définir les besoins réels de personnel dans les unités administratives, ce qui a permis d'améliorer le service fourni. Les douanes comprises dans ces études ont été Express Aéreo, Santo Tomas de Castilla, Puerto Quezal et Tecún Umán.

D.6 Elargissement de la capacité de la plate-forme de serveurs virtuels

Afin d'offrir une plus grande capacité et d'améliorer la performance des systèmes informatiques de la SAT, et d'optimiser la consommation d'énergie et de permettre la mise en œuvre de nouveaux systèmes dans le futur immédiat, **18** serveurs virtuels ont été mis en œuvre.

D.7 Attention donnée aux plaintes pour activités irrégulières et actes illicites

Au cours de l'année ont été menées 60 enquêtes sur des plaintes reçues liées à des activités irrégulières et des actes illicites commis par des fonctionnaires ou des employés dans l'exercice de leurs fonctions ou contre les intérêts de la SAT ; parmi celles-ci, plaintes pour abus d'autorité, corruption, falsification de documents, fuite d'informations, non-respect des procédures, négligence et vol de marchandise; les plaintes ont été transmises, selon les cas, aux instances responsables pour que soient poursuivies les procédures correspondantes.

D.8 Centre de soins et de développement de l'enfant

Dans le cadre des actions ciblées sur le bien-être des ressources humaines de la SAT, à partir du mois d'octobre, les fonctionnaires et employés de la SAT ayant des enfants âgés de 1 à 5 ans disposent d'un centre de soins et de développement de l'enfant (CADI), dans des installations situées dans la ville de Guatemala.

Ce centre fonctionne avec l'appui du programme des Foyers Communautaires du Secrétariat des Oeuvres Sociales de la Première Dame de la Nation.



D.9 Formation des techniciens du Laboratoire de Chimie Fiscale

Pour renforcer le bon classement tarifaire dans le processus d'entrée des marchandises dans le pays et la détermination des obligations tarifaires et non tarifaires des différents produits, a été réalisée dans la ville de Mexico la formation des techniciens du Laboratoire de Chimie Fiscale dans le Laboratoire de l'Administration Générale des Douanes du Service de l'Administration Fiscale. Cette formation portait

sur les techniques d'analyse permettant d'identifier les marchandises difficiles à classer dans les bureaux des douanes pour la reconnaissance douanière.

D.10 Accords interinstitutionnels

Au cours de l'année ont été signés des Accords Interinstitutionnels relatifs à la gestion de la SAT, parmi lesquels ressortent les accords signés avec:

- Registre National des Personnes, qui a pour objet d'effectuer des consultations en ligne sur l'information non confidentielle et les activités communes relatives à la fonction publique de chacune des entités.
- Ministère de l'Economie, pour la mise en œuvre d'un système intégré de commerce extérieur.
- Conseil National des Zones Protégées, pour le contrôle des licences d'exportations et d'importations et de réexportations de produits des espèces de la flore et de la faune sauvages.
- Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale et Ministère de l'Economie, pour adhérer à l'IGSS comme partie de l'Accord de Coopération interinstitutionnelle signé en 2012.
- Ministère de l'Intérieur, pour fournir des informations sur les personnes physiques ou juridiques utilisatrices des services du Ministère et de la SAT : informations sur le RTU et les véhicules.
- Ministère de l'Intérieur et Ministère de la Défense Nationale, pour mettre en œuvre des mécanismes de coopération interinstitutionnelle pour consolider et accroître l'efficacité des contrôles et des inspections dans les douanes et les sites douaniers, les postes de contrôle sur les routes et chemins du pays, chaque institution selon sa compétence juridique, contribuant ainsi au renforcement du système douanier.
- Ministères de l'Economie, de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation, de l'Environnement et des Ressources Naturelles, de la Santé Publique et de l'Assistance Sociale, de l'Énergie et des Mines, de la Défense Nationale, de la Culture et des Sports, de l'Intérieur, Institut National des Forêts, Secrétariat Exécutif du Conseil National des Zones Protégées, AGEXPORT, Chambre de l'Industrie du Guatemala et Chambre de Commerce du Guatemala, pour développer un système de coopération et d'information à travers une plateforme électronique destinée à la transmission de données et aux autorisations relatives à l'importation et au transit de marchandises -VAI-.
- Ministère de l'Intérieur et Ministère de la Défense Nationale, pour l'obtention du fonctionnement opérationnel et logistique de la force de travail, afin qu'elle réponde aux fins de sa création de manière coordonnée, efficace et efficiente.



REDDITION DE COMPTES

III. REDDITION DE COMPTES

Le budget des recettes et des dépenses de la Surintendance de l'Administration Fiscale, pour l'exercice fiscal 2013, a été adopté par l'accord de Directoire numéro 025-2012 en date du 18 décembre 2012, pour le montant de Q 1.389,46 millions.

A. RECETTES DÉGAGÉES

Le budget de la SAT pour l'année 2013 a estimé que les recettes s'élèveraient à Q 1.389,46 millions, dont Q 1.221,13 millions ont été budgétisés à titre de Vente de Biens et Services de l'Administration Fiscale, (Q 1.057,61 millions pour la commission de 2 % des recettes fiscales qui, conformément à sa Loi Organique, correspond à la SAT pour le service de recouvrement et Q 163,52 millions de recettes pour la vente de biens et services liés aux services offerts par l'Administration Fiscale); Q.150,00 millions pour la Diminution des Autres Actifs Financiers ; Q.3,28 millions en Transferts Courants; Q.10,38 millions pour Revenus de la Propriété; et Q.4,67 millions pour Recettes Non Fiscales.

A la fin de l'année, les recettes perçues se sont élevées à Q.1.084,21 millions, ce qui représentait 78,03% des prévisions budgétaires, dont Q.1.068,95 millions ont été perçus pour la Vente de Biens et Services de l'Administration Fiscale, (y compris la commission de 2 % des recettes fiscales qui correspond à la SAT pour service de recouvrement, et recettes de la vente de biens et services offerts par l'Administration Fiscale); Q.8,36 millions pour Revenus de la Propriété ; et Q.6,90 millions pour Recettes non Fiscales. Voir Tableau III. 1

Tableau III.1

Recettes dégagées par la SAT au cours de l'année 2013

(Chiffres en millions de Quetzales)

Titre	en vigueur	Dégagé	% Exécution
TOTAL:	1.389,46	1.084,21	78,03%
Recettes non Fiscales	4,67	6,90	147,75%
Vente de Biens et Services de l'Administration Publique	1.221,13	1.068,95	87,54%
Revenus de la Propriété	10,38	8,36	80,54%
Transferts Courants	3,28	0,00	0,00%
Diminution des Autres Actifs Financiers	150,00	0.00	0,00%

Source : Direction Administrative et Financière, SAT ; des différences peuvent exister dues à l'arrondissement.

B. DÉPENSES ENCOURUES

Du montant total des dépenses budgétisées en 2013 qui s'élevait à Q 1,389.46 millions, Q 926.32 millions ont été perçus, ce qui représente 66,67 % de la prévision budgétaire. Si l'on compare les dépenses avec les recettes dégagées (Q 1.084,21 millions), l'exécution a été de 85,44 %.

B.1 Distribution des dépenses encourues par type de dépense

En ce qui concerne l'exécution par type de dépense, de ce qui a été budgétisé au titre de dépenses de fonctionnement (Q 1.257,59 millions) Q 913.01 millions ont été perçus, ce qui a représenté une exécution de 72,60 %; et de ce qui a été budgétisé au titres de dépenses d'investissement (Q 131,87 millions) Q13,31 millions ont été perçus, ce qui représente une exécution de 10,09 %. Voir tableau III. 2.

Tableau III.2

Exécution par type de dépense 2013

(Chiffres en million de Quetzales)

Titre	En vigueur	Encouru	% Exécution
TOTAL:	1.389,46	926,32	66,67%
Dépenses de Fonctionnement	1.257,59	913,01	72,60%
Dépenses d'Investissement	131,87	13,31	10,09%

Source : Direction Administrative et Financière, SAT

B.2 Distribution par catégorie des dépenses encourues

En ce qui concerne les dépenses encourues par catégorie, les plus hauts pourcentages d'exécution ont été enregistrés dans les catégories : Autres Dépenses (y compris la provision du passif de travail de la SAT et les remboursements) avec Q.20,00 millions qui représentent 99,95 % de la prévision budgétaire; services personnels avec Q.602,29 millions qui équivalent à 89,67 % de la prévision budgétaire; et, Transferts Courants (paiement des indemnités au personnel et virements à d'autres organismes et institutions internationales et à d'autres institutions) Q.43,79 millions correspondant à 54,97 %.

En revanche, les plus bas pourcentages d'exécution ont été enregistrés dans les catégories : Matériaux et Fournitures avec Q.23,50 millions qui correspondent à 52,30 %; Services Non Personnels avec Q.217,33 millions qui reflètent 50,71 %; Allocations Globales avec Q.6,10 millions qui signifient 48.64 %; et Propriété, Installation et Equipement et intangibles avec Q13,31 millions correspondant à 10,08 %. Voir Tableau III. 3

Tableau III.3
Exécution budgétaire par groupe de dépense 2013
(chiffres en millions de Quetzales)

Titre	En Vigueur	Encouru	% d'Exécution
TOTAL:	1.389,46	926,32	66,67%
Autres Dépenses	20,01	20,00	99,95%
Services Personnels	671,66	602,29	89,67%
Transferts Courants	79,66	43,79	54,97%
Matériaux et Fournitures	44,93	23,50	52,30%
Services Non Personnelles	428,60	217,33	50,71%
Allocations Globales	12,54	6,10	48,64%
Propriété, installation, Equipement et intangibles	132,06	13,31	10,08%

Source : Direction Administrative et Financière, SAT

B.3 Distribution des dépenses encourues par unité d'exécution

En ce qui concerne les dépenses encourues dans chacune des unités normatives d'exécution et opérationnelles qui composent la SAT, les niveaux d'exécution budgétaire enregistrés ont été les suivants: voir tableau III. 4.

Tableau III.4
Exécution budgétaire para unité d'exécution
(Chiffres en millions de Quetzales)

Titre	En vigueur	Encouru	%d'Exécution
TOTAL:	1.389,46	926,32	66,67%
Direction Régionale Occident	74,97	63,07	84,13%
Direction Régionale Sud	81,41	68,05	83,59%
Direction Régionale Centrale	229,77	185,24	80,62%
Direction Régionale Nord-Est	106,33	79,27	74,55%
Coordination, Administration et Réglementation	896,98	530,69	59,16%

Source : Direction Administrative et Financière, SAT

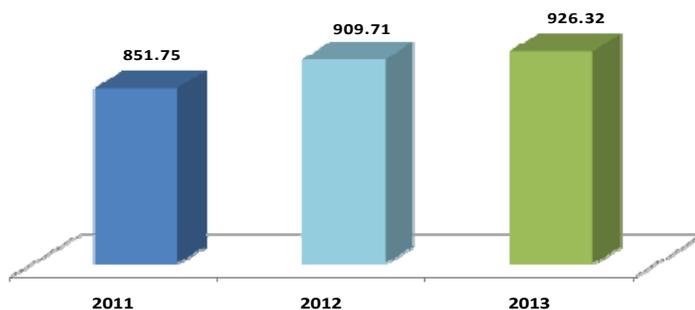
C. COMPARAISON DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

L'exécution budgétaire des dépenses de l'année 2013 s'est élevée à Q.926,32 millions, ce qui a représenté une exécution de 66,67 % de la prévision budgétaire et de 85,44 % des recettes perçues, montrant une hausse de Q.16,61 millions par rapport à l'exécution enregistrée en 2012 qui avait été de Q.909,71 millions, et de Q.74,57 millions par rapport à l'année 2011 qui avait été de Q 851,75 millions. Voir graphique III. 1.

Graphique III.1

Comparaison de l'exécution budgétaire de dépenses

(Chiffres en Millions de Quetzales)



SOURCE : Direction Administrative et Financière, SAT

D. COÛT DE L'ADMINISTRATION FISCALE

Le coût du fonctionnement courant de l'Administration Fiscale, obtenu du rapport entre les dépenses de fonctionnement exécutées par la SAT et les recettes fiscales réalisées pendant la même période, a représenté 1,97 % en 2013.

Par rapport à la productivité de la SAT, qui est obtenue du rapport entre le recouvrement total de la SAT et le nombre total d'employés, elle a été en 2013 de Q 12,76 millions. Voir Tableau III.5

Tableau III.5

Indicateurs financiers fiscaux - Années 2011-2013

Titre	Rapport	2011	2012	2013
Coût de fonctionnement courant de l'Administration Fiscale*	Exécution budgétaire des dépenses de fonctionnement / recouvrement total	2,01%	2,01%	1,97%
Coût total de l'administration fiscale*	Exécution budgétaire de l'Institution / Recouvrement Total.	2,04%	2,06%	2,00%
Recouvrement par employé (en millions de Quetzales)**	Recouvrement total / Total d'employés	11,2	11,54	12,76

NOTE: L'exécution budgétaire des dépenses de fonctionnement ne comprend pas le groupe de dépenses 3 "Propriété, Installations, Equipement et Intangibles".

SOURCE : Direction Administrative et Financière, SAT ; Direction de la Planification et du Développement Institutionnel, SAT**

E. ACHATS À TRAVERS LE SYSTÈME "GUATECOMPRAS".

Dans le cadre des actions de transparence que la SAT effectue lors de ses achats de biens et de services, ceux-ci sont gérés par l'institution en utilisant le système GUATECOMPRAS.

Sur le tableau III.6 se présentent les achats ayant des montants supérieurs à Q.100.000,00 qui ont été publiés et adjugés au cours de l'année 2013, dont le montant total adjugé atteignait Q 112,51 millions. Ces acquisitions et celles de moindre valeur, peuvent être consultées directement dans le système GUATECOMPRAS.

Tableau III.6

Acquisitions supérieures à Q.100.000,00

NOG	DESCRIPTION	MONTANT ADJUGÉ	DATE D'ADJUDICATION
	TOTAL	Q112.513.803,86	
2994720	Devis numéro SAT-GRN-04-2013. Engagement du service de distribution de correspondance avec bordereau et rapport de livraison aux contribuables de la Direction Régionale Nord-Est.	Q 330.000,00	26/12/2013
2953331	Devis numéro SAT-GRC-08-2013. Acquisition de quatre motocyclettes et une voiture camionnette agricole pour utilisation de la Direction Régionale Centrale.	Q 340.480,00	16/12/2013
2986957	Devis numéro SAT-GRS-08-2013. Remise en état de la Douane Pedro de Alvarado, Moyuta, Jutiapa.	Q 216.683,31	12/12/2013

NOG	DESCRIPTION	MONTANT ADJUGÉ	DATE D'ADJUDICATION
2992051	Devis numéro SAT-GRS-05-2013. Construction d'un mur autour du Bureau Fiscal de Cuilapa, Santa Rosa.	Q 215.757,27	10/12/2013
2913542	Appel d'offres numéro SAT-LI-15-2013. Engagement d'un service collectif d'assurance vie et frais médicaux pour les directeurs, fonctionnaires et employés de la SAT et les personnes à définir en situation de dépendance.	Q 47.199.072,00	03/12/2013
2988496	Devis numéro SAT-GRS-09-2013. Remise en état de la Douane Puerto Quetzal, Direction Régionale Sud.	Q 379.551,16	02/12/2013
2984970	Devis numéro SAT-CO-21-2013. Engagement du service de réception et protocole pour réaliser l'événement de clôture de la gestion de l'année 2013.	Q 351.387,50	27/11/2013
2940299	Devis numéro SAT-GRC-07-2013. Acquisition de bandes, encres et cartouches de toner pour imprimantes et photocopieuses.	Q 801.705,00	22/11/2013
2861003	Devis numéro SAT-CO-18-2013. Engagement du service de prolongation de garantie pour les serveurs et « enclosures » marque Dell et serveurs Hewlett Packard.	Q 430.016,04	20/11/2013
2945088	Devis numéro SAT-GRS-07-2013. Acquisition d'une (1) voiture type Minibus pour seize (16) passagers pour la Direction Régionale Sud.	Q 241.300,00	19/11/2013
2907631	Devis numéro SAT-GRN-CO-01-2013. Engagement des services de maintenance préventive de centrales électriques, Direction Régionale Nord-Est.	Q 862.400,00	12/11/2013
3054241	Achat direct pour absence d'offres. Devis numéro SAT-GRC-05-2013. Acquisition de coupons échangeables en essence et/ou diesel pour la Direction Régionale Centrale.	Q 870.000,00	06/11/2013
2838958	Appel d'offres numéro SAT-LI-9-2013. Engagement du service de maintenance préventive pour l'équipement informatique du Bureau de Réglementation, Directions Régionales Sud, Nord-Est et Ouest.	Q 1.596.483,08	05/11/2013
2932776	Devis numéro SAT-GRO-07-2013. Imperméabilisation des dalles de toitures du bâtiment administratif de la Douane Tecún Umán I et du Bâtiment du Module de Véhicules de la Douane Tecún Umán II.	Q 435.307,00	05/11/2013
3061337	Achat direct pour absence d'offres. Devis numéro SAT-GRS-04-2013. Achat de 3.684 coupons de combustible de Q 50.00 et 1.910 coupons de combustible de Q 100.00 échangeables pour diesel et/ou essence pour la Direction Régionale Sud.	Q 375.200,00	29/10/2013
2872870	Devis numéro SAT-GRS-06-2013. Acquisition de 240 cartouches de toner et de 100 rubans pour diverses imprimantes de la Direction Régionale Sud.	Q 346.775,00	29/10/2013
2832925	Appel d'offres numéro SAT-LI-8-2013. Engagement de services pour l'installation du Site Secondaire de la SAT.	Q 3.596.400,00	24/10/2013
2869586	Devis numéro SAT-GRS-03-2013. Achat de 60.000 plombs de sécurité type boulon et 20.000 plombs de sécurité type câble pour être utilisés par les bureaux de Recouvrement et de Gestion des Douanes SAT, de la	Q 270.000,00	24/10/2013

NOG	DESCRIPTION	MONTANT ADJUGÉ	DATE D'ADJUDICATION
	Direction Régionale Sud.		
2878860	Devis numéro SAT-GRC-03-2013. Acquisition d'équipements de climatisation pour Bureaux et Agences Fiscales de la Direction Régionale Sud.	Q 323.300,00	11/10/2013
2853116	Devis numéro SAT-CO-16-2013. Recrutement des droits d'utilisation et actualisation du software d'autorité de validation Jrsys Msvs.	Q 480.000,00	09/10/2013
2838516	Devis numéro SAT-CO-15-2013. Achat d'un distillateur pour dérivés du pétrole et analyseur de « flash point », pour le Laboratoire Chimique Fiscal de l'Intendance des Douanes.	Q 414.000,00	09/10/2013
2864029	Devis numéro SAT-CO-17-2013. Droits de mise à jour du software de sécurité informatique de la SAT.	Q 898.576,00	03/10/2013
2921707	Devis numéro SAT-CO-20-2013 Achat de chaises pour les différentes unités administratives de la SAT.	Q 236.500,00	19/11/2013
2748649	Appel d'offres numéro SAT-LI-6-2013. Achat de commutateurs core, commutateurs de distribution et console d'administration de réseau pour le Centre de Technologie de l'Information (CTI) et le bâtiment Tour SAT.	Q 3.335.460,00	26/09/2013
2836351	Devis numéro SAT-13-2013. Acquisition de cartouches d'encres et de toner pour imprimantes et photocopieuses, pour les différentes unités et services du Bureau de Réglementation.	Q 260.930,00	25/09/2013
2821109	Devis numéro SAT-CO-12-2013. Achat de 15.000 rames de papier bond format lettre.	Q 409.500,00	18/09/2013
3023761	Achat direct pour absence d'offres. Devis numéro SAT-GRO-06-2013. Achat de 8.000 coupons de combustible de Q 50.00 chacun, échangeables pour du diesel ou de l'essence.	Q 400.000,00	13/09/2013
2779730	Devis numéro SAT-CO-10-2013. Acquisition de serviettes en papier pour sécher les mains et de papier hygiénique jumbo institutionnel pour utilisation dans les dispensateurs des services toilettes du Bureau de Réglementation de la SAT.	Q 338.550,00	04/09/2013
2736144	Devis numéro SAT-CO-9-2013. Services d'audit externe pour émettre un avis visant à la rationalité des États Financiers, du contrôle interne et de l'Exécution du Budget des Recettes et des Dépenses de la SAT 2013.	Q 672.000,00	01/08/2013
2785269	Devis numéro SAT-GRO-04-2013. Achat de toner pour imprimantes de la SAT, Direction Régionale Ouest.	Q 196.908,00	14/08/2013
2626780	Appel d'offres numéro SAT-LI-5-2013. Achat de scellés mécaniques type boulon et type câble pour la SAT.	Q 4.125.915,10	13/08/2013
2738953	Devis numéro SAT-CO-08-2013. Engagement de service d'installation de points de réseau pour les différentes unités de la SAT.	Q 596.500,00	08/08/2013
2712326	Devis numéro SAT-CO-6-2013. Acquisition de droits d'utilisation et actualisation pour VMware Vcenter et VMware Vsphere Enterprise.	Q 363,483.90	01/08/2013

NOG	DESCRIPTION	MONTANT ADJUGÉ	DATE D'ADJUDICATION
2676729	Devis numéro SAT-CO-5-2013. Engagement de services d'évaluation de la sécurité informatique.	Q 290.000,00	11/07/2013
2636360	Devis numéro SAT-CO-1-2013. Engagement de service pour l'analyse d'impact de l'affaire (BIA) pour la SAT.	Q 385.280,00	26/06/2013
2751240	Achat direct pour absence d'offres. Devis numéro SAT-CO-2-2013. Engagement du service de réception et protocole pour l'acte de remerciement pour les fonctionnaires et employés de la SAT de plus de 15 ans d'engagement institutionnel.	Q 349.937,50	04/06/2013
2546027	Appel d'offres numéro SAT-LI-4-2013. Engagement de services de sécurité privée pour la protection des installations SAT.	Q 30.584.400,00	11/06/2013
2453649	Appel d'offres public numéro SAT-LI-1-2013. Achat de soixante-deux véhicules pour l'utilisation des différentes unités administratives de la SAT.	Q 4.667.976,00	06/06/2013
2630389	Devis numéro SAT-GRS-01-2013. Service de distribution de correspondance à la SAT, Direction Régionale Sud.	Q 892.800,00	23/05/2013
2618974	Devis numéro SAT-GRS-06-2012. Acquisition d'équipement informatique pour la Direction Régionale Sud.	Q 362.440,00	21/05/2013
2510952	Appel d'offres public numéro SAT-LI-2-2013. Engagement de service de prolongation de garantie pour les serveurs IBM de la SAT.	Q 1.896.960,00	07/05/2013
2571285	Devis numéro SAT-GRO-03-2013. Achat de papier bond format lettre et office de 75 gr.	Q 128.550,00	30/04/2013
2517019	Devis numéro SAT-GRO-01-2013. Engagement du service de distribution de correspondance pour la Direction Régionale Ouest.	Q 750.000,00	09/04/2013
2605805	Achat direct pour absence d'offres. Devis numéro SAT-CO-18-2012. Acquisition de service de maintenance préventif et correctif pour UPS marque Eaton et Powerware.	Q 295.320,00	04/04/2013

Source : Direction Administrative et Financière